Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 17. DIM 18. LUN 19 MARS 1979 - N° 876 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Proche-Orient : la fausse paix

C'est en manifestant contre l'emprisonnement, la nuit précédente, du conseil municipal de la petite ville cisjordanienne de Khalkoul, que sont tombés, jeudi, sous les balles de l'occupant sioniste, Nasri Al Anani et Rabah Chalaleh, lui, ouvrier de 21 ans, elle étudiante de 17 ans. Une fois de plus, c'est par le massacre que l'armée de Begin essaie de faire taire la voix du peuple palestinien qui s'exprime avec force dans des manifestations ininterrompues depuis le début de la semaine, en Cisjordanie. Car une nouvelle fois, les Palestiniens, soutenus par les autres peuples arabes, disent NON aux manœuvres de l'impérialisme américain et au «traité de paix» israélo-égyptien qu'il a manigancé.

Assurément, Begin ne peut qu'être encouragé dans sa politique par les concessions du président Sadate. Non seulement, celui-ci en s'apprêtant à signer un traité de «paix» avec Israël, apporte une caution sans précédent à l'existence de l'Etat sioniste, mais les négociateurs égyptiens auraient même renoncé à ce que le lien chronologique longtemps exigé par eux entre l'évacuation du Sinaï égyptien (qui devrait suivre sur deux ans la signature d'un traité de «paix») et celle de Gaza et de la Cisjordanie, parcelles de territoire palestinien, occupées depuis 1967, soit clairement établi.

Si un traité israélo-égyptien est signé la semaine prochaine, il sera le résultat des fortes pressions américaines qui viennent de s'exercer. Des promesses d'aide militaire considérable ont été faites — à Israël surtout — économiques aussi avec un «plan Carter», qui, avec la participation du Japon et de la RFA, devrait faire de l'Egypte le premier «bénéficiaire» mondial de l'intervention économique extérieure des Etats-Unis. Ces moyens sont à la mesure des préoccupations de l'impérialisme américain dans la région. Nul doute que la dernière initiative du président américain et sa volonté renouvelée de faire aboutir les accords de Camp David, soient en relation directe avec le très gros recul américain enregistré en Iran.

Alors qu'ils n'ont pas été en mesure jusqu'à présent de s'opposer au développement de la lutte du peuple iranien, alors que des pays comme l'Afghanistan, le Yemen du Sud, l'Ethiopie sont devenus des points d'appui de l'offensive globale de leur rival soviétique, alors que l'Arabie Saoudite elle-même doute aujourd'hui des garanties qu'ils pourraient lui offrir face à l'URSS, les Etats-Unis se voient pressés de consolider des positions, de redéployer leur dispositif dans cette région, vitale pour les approvisionnements énergétiques de l'Europe. Augmenter les moyens militaires d'Israël, envoyer des centaines de conseillers militaires au Yemen du Nord, confier à la Turquie des missions de surveillance jusqu'ici dévolues à l'Iran, encourager les pays du Golfe à créer un commandement militaire aéronaval unifié, ce sont quelques-uns des projets américains.

C'est dans ce contexte que doit être resitué l'accord que la Maison Blanche veut imposer entre Israël et le pays arabe qui pèse le plus dans la région : l'Egypte. Mais, avant tout parce qu'il est fondé sur la négation des droits du peuple palestinien et des aspirations nationales des autres peuples arabes, la portée de l'accord, s'il voit effectivement le jour, risque d'être fort mince. Les USA voulaient que l'accord Egypte-Israël ne soit que le premier pas d'un processus contrôlé par eux, où l'ensemble des régimes arabes entreraient dans le sillage de Sadate. Le président égyptien quant à lui a toujours redouté qu'un accord séparé ne l'isole des autres pays arabes, dont l'Arabie Saoudite, son principal créancier. Or, aujourd'hui, la condamnation arabe est unanime, et même plus forte que jamais.

De nombreuses voix s'élèvent dans les pays arabes pour qu'un prolongement concret soit donné au sommet de Bagdad de novembre. Alors que la région est confrontée aux manœuvres des deux superpuissances, ce sommet avait vu la constitution d'un front arabe qui, par-delà la diversité des régimes, peut être porteur d'une résistance à ces manœuvres. La consolidation de cette perspective, dans laquelle la Révolution palestinienne doit prendre toute sa place, jouera de façon déterminante sur l'avenir de la région.

Jean-Paul GAY

- **Session extraordinaire grotesque au Parlement**
- **Négociations qui ne servent à rien**

Les sidérurgistes de la Solmer en grève

- **Longwy : la centrale d'Herserange bloquée**
- **Denain : nouvelles manifestations**

Lire en pages 6 et 7

LA BRETAGNE, UN AN APRES L'*AMOCO-CADIZ*

Lire en pages 3 et 16

CHOMAGE : ÇA S'AGGRAVE ENCORE

Lire en page 16

REVUE DES REVUES

tous les lundis à 8 heures 1, 12 mars 1979

Maintenant

Venise - Longwy
Un curieux regard sur les luttes...

***Maintenant*, qui se veut l'hebdomadaire d'une «nouvelle gauche», jette un regard bien curieux sur les luttes de la classe ouvrière. En témoigne ce reportage de Nicole-Lise Bernheim.**

Retour de Venise depuis à peine quatre jours. Le souvenir de la lagune est déjà nostalgique. Les odeurs, les fumées de Paris sont lourdes, traverser la ville en se bouchant le nez ? Alors cette proposition inattendue : *«partir à Longwy faire un reportage, comme tu l'entends, voyage rapide»*. Je dis oui, pour voir : Venise-Longwy, on ne peut sans doute imaginer contraste plus violent. Le plaisir lent du Canal Grande, les luttes de la Lorraine. (...)

Peu à peu j'oublie Venise et Paris. Longwy-sorcier prend toute la place. La mémoire complaisante efface.

Je rencontre des femmes, presque uniquement. C'est une chaîne, l'une m'emmène chez l'autre. Et d'écrivaine nonchalante, décadente peut-être, je me retrouve féministe militante, comme dans un documentaire de Colline Serreau à interviewer des femmes de sidérurgistes, de cheminots ou de jeunes chômeuses. Et la colère monte en moi, vite, et je reviens quelques années auparavant au temps du Manifeste des salopes, au temps des manifestations pour le droit à l'avortement et à la contraception.

Pourquoi, colère ? On peut regarder calmement, froidement la réalité telle qu'elle est. Mais ici tout le monde est en colère, sauf les femmes.

Comment, sauf les femmes ? Il y a eu des actions faites par elles, on les voit dans les rues, elles ne sont pas voilées, elles parlent.

Oui. Mais ici, comme dans le film américain *«With babies and banners»* sur les années trente, les femmes se battent pour leurs hommes, pour leurs droits à eux. Les leurs... leurs corps... *De quoi parle-t-elle, cette Parisienne qui nous fait question ?*

Car la tradition des luttes est virile, du maître des forges à l'O.S., tous des hommes. S'il y a peu de travail féminin à Longwy, ça ne doit pas être tout à fait l'effet du hasard. Et cette cohorte de militants courageux, qui tiennent la municipalité, n'ont pas songé un instant à installer une médecine de gauche, différente, dans leur hôpital. Les femmes de Longwy pour avorter ou se protéger doivent aller ailleurs, Luxembourg ou Hollande. Ailleurs. La ville n'est pas à elles, elles n'y ont pas leurs mots à dire : pas des salariées. De toute façon, leurs maris ne sont pas pour, les femmes à la maison et l'acier sera bien gardé.

Alors, c'est la faute aux hommes ? En partie, sûrement. Mais les femmes, ne prenant pas leur destin en main, ne se plaignent pas. Elles constatent avec résignation l'état des faits. Joue entre elles une grande solidarité, qui ne remplace pas tout. Peut-être est-il plus facile de croire que la loi Veil giscardienne n'existe pas. Pouvoir et force de la dénégation, tant pis pour le plaisir. Il sera quand les lendemains chanteront. Si.

Poids du patronat, du patriarcat et du catholicisme — comme à Venise.

Non, on n'y a pas vraiment pensé. On lutte avec eux...

Le droit même du travail des femmes est mis en question : les femmes mariées et qui travaillent prennent la place d'un homme ou d'un jeune, d'une jeune. Mais surtout un homme qui ne travaille pas, c'est le déshonneur, quasi sexuel. Pour une femme, pas pareil, elle se sent vite coupable si elle travaille, encore : c'est la faute aux femmes, si. Et ma colère continue de monter, et je le dis, et ne sais plus quoi dire. Contradictions tellement énormes, non ?

Quant à la sexualité, bien sûr, dans une ville avec radio-pirate, on n'en parle pas. Tabou ou ça ne fait pas sourire. Comme à Radio-France, on n'aborde pas *certains sujets*, on n'y pense pas non plus. Urgence des luttes et puritanisme judéo-chrétien se mélangent harmonieusement : silence sur les questions. Pourtant en deux mois d'émissions, non ?

Pris (es) dans l'acier jusqu'à se jeter au feu, jusqu'à fossiliser ? Pourtant pas. A suivre.

A Dunkerque, pour un refuge de femmes battues

***«Le temps des femmes»*, qui vient de reparaître, explique dans son numéro 4, la lutte d'un groupe de femmes d'une cité d'Usinor, pour obtenir un refuge de femmes battues.**

Grande-Synthe, cité ouvrière d'Usinor est une ville HLM. Les hommes travaillent pour la plupart en feux continus (successivement de nuit, de jour, du matin) ; pour les femmes, impossible de trouver du travail : Dunkerque ne leur offre que des rares emplois de serveuses, femmes de ménage, filles de salle à l'hôpital ou ouvrières saisonnières, toujours difficiles à trouver, précaires et sous-payés. Alors pour les femmes, toute la journée, c'est l'attente du mari, les enfants, la solitude. Il n'y a pratiquement pas de bloc qui depuis quelques années n'ait pas vu au moins une tentative de suicide.

C'est dans ce quartier que notre groupe Femmes a décidé d'intervenir en 1976. (...).

Le groupe engage alors une série de démarches pour que les femmes puissent obtenir un HLM d'urgence et sans garantie financière : auprès des mairies, des HLM et du député socialiste, également président de la société des HLM. Chacun se contente de les «renvoyer de l'un à l'autre sans jamais rien accorder. A la rigueur, ils acceptent de dépanner une femme particulière mais pas de mettre en place une procédure pour toutes les femmes». (...).

LES MOYENS D'ÊTRE LIBRES ET SOLIDAIRES

— Un refuge éclaté, pas un foyer prison : pour éviter le foyer prison, avec contrôle des femmes, de leurs horaires, de leur vie, nous demandons que l'association loue aux HLM un certain nombre d'appartements par bloc, à raison de 2 ou 3 appartements dans le même bloc. Les femmes peuvent ainsi s'entraider tout en menant une vie normale. Elles pourraient y rester quelques mois en attendant de trouver un appartement définitif (...). Nous continuerions à nous charger de l'accueil mais non de la gestion.

— *pas de spécialiste (assistante sociale ou psychologue)* : pour nous, les femmes qui veulent se séparer de leur mari ne sont pas des cas sociaux, elles sont libres et adultes et n'ont pas besoin de «spécialistes» de psychologie ou de «problèmes de sociétés». Elles ont simplement besoin qu'on leur donne les moyens matériels de conquérir leur autonomie.

Plusieurs réunions de l'association se tiennent et le projet rencontre des résistances énormes de la part des maires et de la DDASS (qui financerait les prix de journée) :

— pas de surveillance pour les femmes ? Mais comment les empêchera-t-on alors d'avoir un concubin ? L'un de ces messieurs fait même courir le bruit que les appartements serviraient aux prostituées dans l'exercice de leur profession...

«MAIS ALORS TOUTES LES FEMMES VONT DIVORCER !»

— pas de contrôle sur les femmes qui quittent leur mari ? Mais alors toutes les femmes vont divorcer ! Et les filles qui se disputent avec leurs parents pourront aussi partir !

— pourquoi voulons-nous que des femmes mènent une vie normale dans les appartements HLM ? Elles n'ont pas mené de vie normale pendant des années, elles peuvent bien continuer quelques mois de plus !

UNE ARMÉE DE PSYCHOLOGUES, DE VEILLEURS DE NUIT ?

Toutes ces objections vont dans le sens de la constitution d'une maison - refuge où les femmes pourraient être contrôlées et surveillées par une armée d'assistantes sociales, de psychologues et de veilleurs de nuit. C'est là où nous en sommes. L'association est en train de déposer ses statuts, mais la forme du refuge reste à discuter. Quant à la suppression de la garantie financière, la Communauté urbaine l'accepte, quand la permanence divorce accompagne les femmes.

(...) D'une part, nous ne voulons pas remplir les carences de l'Etat, d'autre part, cette conception du refuge, si elle est acceptée, permet aux femmes d'être libres et solidaires les unes des autres. Et si notre conception n'est pas acceptée, nous continuerons à nous battre contre les règlements de l'association —d'autre part, nous avons fait ensemble l'expérience d'une lutte. (...)

BANLIEUE... Mais c'est bien sud !

Le «maintien de l'ordre» en banlieue

Les cars de CRS dans les grands ensembles de banlieue, une réalité qui appelle la riposte. A preuve ce témoignage, paru dans un nouveau journal de banlieue.

«Me promenant dans ma banlieue, j'ai croisé vingt-cinq CRS.

Qui, sans un mot, sans un regard, m'ont fait sortir de mon ivresse».

22 LES V'LA !

La poésie en moins je le jure c'est la stricte vérité. D'ailleurs tout le monde l'atteste que depuis octobre dernier notre banlieue a accueilli en permanence deux ou trois cars de CRS. Ainsi tout le monde a pu voir les gendarmes se promenant deux par deux dans nos rues calmes et tranquilles.

Bref le calme est roi, la sécurité règne, la police est là.

Voyons cela de plus près.

D'abord le terme Police demande à être nuancé. Ce sont des CRS, unité de police chargée du maintien de l'ordre. Donc, avant la venue des CRS il y avait soit du désordre soit un ordre un peu bancal que la police locale n'arrivait pas à surveiller.

Ensuite «le calme est roi». Bien sûr que notre banlieue est calme, nul ne s'en plaindrait. Sauf, bien sûr, les femmes agressées, les jeunes désœuvrés et les immigrés constamment contrôlés.

D'ailleurs le calme ne peut être troublé que par des manifestations silencieuses de paysans venus à pied du Larzac, ou par des casseurs qui s'introduisent dans un défilé de fête (organisé par la mairie de Montrouge) pour y crier des slogans politiques. D'ailleurs ces jours-là la police est en nombre et tout se passe pour le mieux, sauf pour les blessés bien entendu.

Alors le calme règne ? Apparemment oui. Mais dans les cerveaux, cela s'agite. Des preuves ?

Mon boulanger ! : *«Quand ils sont là, on se sent mieux, on est protégé. Dommage qu'ils ne puissent pas être là tout le temps. D'ailleurs c'est pour ça que j'ai un fusil, parce que les voleurs eux aussi savent quand ils ne sont pas là».*

Ma voisine, vieille dame âgée. Elle ne dit rien. Quand elle les croise elle se voûte, regarde ses pieds, continue tout droit. Mais elle se remet à parler du temps du rationnement, des queues au magasin. Sûrement qu'elle confond le bleu marine et le vert de gris.

La Portugaise, elle, quand elle les voit, fait simplement demi-tour.

La dame au beau manteau au bras du monsieur avec gants et chapeau s'écarte pour les laisser passer, avec un sourire dans les yeux et une pause de suffisance.

Ma collègue de boulot, une qui en a vu d'autres et qui fait grève m'a dit : *«C'est pour faire peur à l'ouvrier».*

Si le calme c'est aussi l'esprit en repos, le calme est roi, mais nous sommes en république. (...)

Jean-Marc

POLITIQUE

Les modifications aux statuts du PCF :

QUELQUES POINTS DE REPERE

Le projet de préambule et de statuts proposé au 23e congrès du PCF comprend d'importantes modifications par rapport aux statuts en vigueur, qui avaient été modifiés la dernière fois au 20e congrès, en 1972 (les modifications précédentes avaient été effectuées en 1945 et en 1964). En les comparant aux statuts de 1972, nous donnons une série d'indications sur les changements prévus dans le préambule et les statuts. Le préambule a été totalement refondu ; les articles des statuts, dont l'ordonnancement a été modifié, comportent sur certains points des changements importants.

Les sujets de ces changements portent sur différents points : la référence au marxisme-léninisme, le rapport à l'URSS, le mode de fonctionnement du «centralisme démocratique», la définition du socialisme et du communisme, avec notamment l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, et divers autres changements sur des sujets de moindre importance. Nous envisagerons sur ces différents points le détail des modifications apportées.

Il convient de noter que les statuts, tels qu'ils sont dans leur lettre, ne reflètent pas nécessairement le fonctionnement réel du PCF. Pour ne prendre que cet exemple, certaines des modifications votées en 1973 l'avaient été explicitement pour entériner des pratiques déjà entrées en vigueur. Il n'en reste pas moins que ces modifications sont liées directement aux problèmes débattus dans le PCF dans la dernière période sur un ensemble de questions politiques dont son mode de fonctionnement. Le principal intérêt des modifications aux statuts réside dans leur rapport aux contradictions, parfois vives, qui secouent le PCF depuis les dernières élections.

Plus de référence au marxisme-léninisme (1)

Il fut un temps où l'adhésion au PCF supposait que l'on se réclamât du marxisme-léninisme. Cette référence est supprimée. Enfin, à moitié. Précisons.

Dans les statuts actuellement en vigueur, on peut lire dans le préambule : «*Le Parti communiste français fonde son action sur le marxisme-léninisme, qui généralise les connaissances philosophiques, économiques, sociales et politiques les plus avancées. Cette doctrine est une conception scientifique du monde, une méthode d'analyse de la réalité, un guide pour l'action s'enrichissant sans cesse des acquisitions de la science, des expériences de l'action de classe des travailleurs en France et dans le monde, des réalisations des pays où le socialisme a triomphé*». L'article 7 (sur les devoirs des membres du parti) citait parmi les devoirs des adhérents : «*S'efforcer d'élever ses connaissances, d'assimiler le marxisme-léninisme*».

Ces références, à peu près marxistes dans leur lettre, se trouvent en grande partie gommées dans les statuts proposés. L'article premier des statuts stipule explicitement : «*L'adhésion au matérialisme n'est pas une condition d'admission au Parti*». L'article 10 précise, avec un flou artistique, que chaque adhérent doit «*s'efforcer d'élever ses connaissances et d'assimiler l'acquis théorique du parti*».

Cette curieuse chose — l'acquis théorique — est explicité dans le projet de préambule, où on peut lire : «*Le Parti communiste français s'appuie sur le socialisme scientifique, fondé par Marx et Engels, puis développé par Lénine et d'autres dirigeants et théoriciens du mouvement ouvrier. Cette théorie, matérialiste et dialectique, s'enrichit sans cesse à partir de l'avancement* (sic !) *du savoir et de la pratique sociale, des expériences de l'action de classe des travailleurs en France et dans le monde, des enseignements positifs et négatifs de l'édification du socialisme*».

Pour le moins, les choses ne sont pas claires : il n'est plus question du marxisme-léninisme, et on peut adhérer au PCF en continuant d'aller à la messe. Mais on glisse le «socialisme scientifique» de Marx et Lénine. Qu'en penser ? Le texte est en fait contradictoire. Il semble bien prendre en compte deux aspects différents d'une contradiction difficile à tenir pour le PCF. D'une part, une revendication d'un courant «euro-communiste» qui veut pousser au reniement jusque dans la lettre du marxisme-léninisme, à l'exemple du PCI. Elleinstein, par exemple, proposait que le PCF ne se proclame plus «*ni théiste, ni athée*». Adopter totalement cette position n'est cependant guère possible pour la direction du PCF : ce serait abandonner, dans ses références mêmes, ce qui fait sa spécificité de parti révisionniste et qui lui permet par exemple de se réclamer du centralisme démocratique, référence qui lui rend possible de maintenir dans ses rangs une cohésion supérieure à celle des autres partis bourgeois.

Précisons que, dans ce reste de référence à Marx et à Lénine, le PCF a fait un «petit» oubli : il n'est question nulle part, dans les projets de préambule et de statuts, de la lutte des classes, seulement d'une vague «action de classe»...

François NOLET

à suivre

INFORMATIONS GENERALES

Un an après l'*Amoco-Cadiz*

Le ministère de l'Environnement dresse un bilan optimiste et fait part de ses «bonnes intentions»...

Le gouvernement a tenu à fêter à sa façon l'anniversaire de la catastrophe de l'*Amoco Cadiz*, survenue le 17 mars de l'année dernière. Le ministre de l'Environnement, d'Ornano, en a profité pour sortir le bilan écologique tant réclamé. Un bilan très optimiste établi par le CNEXO, qui insiste davantage sur le nombre de prélèvements effectués que sur les conséquences pour le milieu marin des côtes bretonnes, dont 350 kilomètres avait été touchés par les 230 000 tonnes de pétrole. (Ce qui fait titrer au *Figaro* : «Le pire a été évité» !).

«*Le niveau général des plages est bon*» a déclaré guilleret notre ministre, et de préciser que ce n'était cependant pas le cas pour 10 % d'entre elles. A première vue, en effet, les plages sont propres, le plan Polmar s'y était «attaché». Mais qu'en est-il réellement ? Dès que l'on soulève un rocher pris dans les sables, aussitôt des irisations apparaissent, témoignant de la présence insistante du pétrole. D'ailleurs les plages sont mortes, plus de gravettes, de vers, de puces des sables, de bigorneaux... ; les roches sont envahies de ces petites algues vertes filandreuses montrant le bouleversement subi par la faune. Mais le ministre, il est vrai, ne s'est pas adressé aux pêcheurs ou aux habitants de la côte.

Il propose par ailleurs, pour lutter contre la pollution des mers (Méditerranée, Océan, Manche) l'installation de stations d'épuration pour les agglomérations qui, telles Marseille et Toulon, n'en disposent toujours pas. Promesses déjà faites à maintes reprises... En attendant que les travaux soient effectivement entrepris, les plages méditerranéennes verront encore fleurir les panneaux interdisant les baignades, pour cause de contamination bactérielle...

D'Ornano «prévoit» aussi la mise en place de mesures de réglementation de la navigation près des côtes françaises, y compris pour la Méditerranée ; mesures timides qui ne permettent pas une sécurité à toute épreuve (Cf. QdP d'hier). Un remorqueur puissant (lui aussi surestimé ?) sera affecté aux ports du Sud, un autre aussi devrait stationner à Cherbourg. Le ministre n'a pas indiqué les délais... Cinq sections de la protection civile seraient également mobilisées pour la lutte, en cas de pollution marine.

L'optimisme de d'Ornano, surnommé au moment de la catastrophe de l'*Amoco Cadiz* d'Ornanoil, pour ses incapacités notoires, ne parviendra certainement pas à entamer les inquiétudes des Bretons, dont un nombre important attend toujours les indemnisations promises.

• Démission du PCF

Jean-Louis Bernière, secrétaire de la section d'Aire-sur-Adour (Landes), a décidé de donner sa démission du PCF. De 1974 à 1976, il avait été membre du Comité fédéral des Landes, qu'il avait quitté après le 22e congrès, critiquant l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat. J.L. Bernière avait signé l'appel des 1 500 en avril dernier.

• Cadences infernales ? le tribunal ne connaît pas

La direction du journal *Antoinette* a été condamnée à 600 F d'amende et 3 000 F de dommages et intérêts à la société Playtex. *Antoinette* avait publié, dans le cadre d'un colloque de la CGT de la santé, un livre blanc d'ouvrières de Playtex sur les troubles nerveux dûs aux cadences infernales dans leur usine.

Le tribunal, refusant de tenir compte des enquêtes médicales précises présentées par la revue de la CGT, s'est borné à constater que les témoignages et les documents n'ont pas «apporté la preuve de ces allégations».

Scandaleux !

• Les conséquences du système monétaire européen

Quels seront pour l'économie française les effets de la mise en vigueur du nouveau système monétaire européen ? Il est bien sûr difficile de répondre à cette question. Les experts de l'INSEE viennent cependant de fournir un point de vue : selon eux, la bonne tenue du franc qui résultera du SME permettra un recul des importations, mais aussi une perte de productivité des produits français. Nos échanges commerciaux seraient ainsi déséquilibrés. Le commerce extérieur pourrait se trouver à nouveau en déficit, avec en prime plus de quarante mille chômeurs supplémentaires.

Strasbourg

Manifestation de l'enseignement

Jeudi 15, une manifestation appelée par le SGEN, le SNI, le SNES, la FEN, etc. a rassemblé plus de 3 000 personnes dans les rues de Strasbourg, pour dénoncer les suppressions de postes qui vont être effectuées dans cette académie. Une bonne part du cortège était formée par les lycéens. Dès le départ une certaine tension régnait entre la direction de la manifestation et les manifestants ; pour preuve les mises en garde d'un des représentants syndicaux dès le début de la manifestation : «*Il faut se méfier des provocateurs*». Aussitôt, il a été coupé par des lycéens du technique qui criaient : «*Le provocateur c'est le recteur !*». Cela donnait tout de suite le ton de la manifestation. Au fur et à mesure le fossé s'est creusé entre les responsables syndicaux et les manifestants. Sur l'objectif de la manifestation qui était le rectorat, les directions syndicales voulant envoyer une délégation, les manifestants en demandaient l'occupation. Toutes les routes qui menaient au rectorat étaient barrées par la police. Des cordons syndicaux se sont interposés entre les flics et les manifestants pour les empêcher d'aller au rectorat. Cette attitude a été vivement critiquée par les manifestants qui criaient : «*Nous sommes tous des délégués !*». Après trois tours du pâté de maison, et une bataille de slogans, par exemple le mot d'ordre : «*Des profs pour l'école pas pour l'ANPE*», était transformé par les directions en : «*Des profs pour l'école pas pour les monopoles !*».

Les lycéens, eux, veulent poursuivre l'action jusqu'à ce que leurs revendications aboutissent. Revendications qui portent sur les effectifs et des revendications spécifiques propres à chaque lycée.

Correspondant

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Pour quelque temps, nous ouvrons les colonnes de la rubrique à l'exposé de points de vue sur la question de l'Europe. Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Quelle Europe ? Et pour quelle politique ?

Le suffrage universel transformera-t-il de manière décisive les attributions du parlement européen ? Est-ce un pas important vers une Europe supra-nationale ?

Il convient pour mesurer les enjeux de ces élections prochaines de rapporter ces questions à toute l'histoire de la construction européenne et à la nature de ses institutions telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui. Toute décision importante passe par le conseil des ministres des Neuf, ou mieux encore par le Conseil européen qui réunit au plus haut niveau les chefs d'Etat ou de gouvernement. Hors de ces instances, il n'est pas de pouvoir européen. Comment l'application d'une proposition déjà contenue dans le Traité de Rome pourrait-elle changer la nature des institutions ? Il faudrait une formidable volonté politique communautaire pour bousculer les particularités historiques et les intérêts contradictoires des bourgeoisies européennes. Où est-elle aujourd'hui ? En France, les Radicaux de gauche sont les seuls à demander un véritable exécutif européen. Mais c'est encore un peu insuffisant...

Le débat ouvert à l'occasion des élections de juin prochain n'a-t-il d'incidences que dans la politique intérieure des Etats de la Communauté ? Pas seulement, c'est certain, même si en aucun cas, on ne peut parler d'avance décisive dans le processus de l'intégration.

Ce débat nous concerne-t-il ? Sans nul doute, car si nous n'avons rien à attendre d'une transformation quelconque de l'Europe des capitalistes, les positions qu'elle sera amenée à prendre face aux pressions des deux superpuissances à un moment où les facteurs de guerre progressent dangereusement, nous intéressent directement.

L'EUROPE ? QUELLE EUROPE ?

Il n'est qu'à regarder la brochette de chefs d'Etat ou de gouvernement réunis cette semaine à Paris pour dissiper tous les doutes. Cette Europe des bourgeoisies européennes ne peut être la nôtre. Leur projet de construction européenne ne peut se confondre avec notre propre projet. Ce que nous voulons, c'est une Europe dirigée par les travailleurs, une Europe dans laquelle le prolétariat de tous les pays qui la composent aura pris le pouvoir en chassant les Schmidt, les Giscard ou autres Callaghan ... Aussi nous ne pouvons jamais perdre de vue que nous avons affaire dans nos pays à des bourgeoisies réactionnaires qui travaillent pour leur propre compte. Nous avons déjà fait l'expérience des conséquences négatives que pouvait avoir l'intégration européenne : la liquidation d'un nombre important de petits paysans, par exemple, ou l'exportation de modèles répressifs dans le cadre de l'Europe des polices et des justices. Ces conséquences, nous les avons combattues et nous continuerons de les combattre. Pas question de faire les frais d'une politique économique qui obéit toujours aux lois de l'impérialisme et qui, selon la règle du développement inégal, favorise les plus puissants et les plus dominateurs ! Pas question de subir sans riposter les atteintes aux libertés démocratiques, de l'extradition et de l'expulsion de travailleurs aux lois aniterroristes européennes principalement dirigées contre les révolutionnaires !

D'autre part, faut-il attendre des concertations de l'Europe de la crise une quelconque modification de nos conditions de vie et de travail ? Quand les Neuf se penchent sur le problème du chômage (6 600 000 chômeurs officiellement recensés) et qu'ils recherchent des solutions, que pouvons-nous en attendre ? Certains, au cours du treizième Conseil européen à Paris, ont fait allusion à de possibles aménagements des temps de travail ou à des réductions d'horaires pour résoudre le problème. La réponse des Allemands et des Français a été nette. Cela pourrait affecter *«la compétitivité de l'industrie européenne vis-à-vis de celle des pays tiers»*. En clair, les bourgeoisies européennes doivent en période de crise se préoccuper davantage de rentabilité et de compétitivité que de l'emploi. Là encore, nous savons bien que la lutte contre le chômage passe par la lutte contre nos bourgeoisies, contre l'Europe de la crise.

QUELLE RESISTANCE, PEUT-ELLE OFFRIR AUX DEUX SUPERPUISSANCES ?

Mais, dire que nous ne voulons pas de l'Europe capitaliste, que nous n'avons rien à attendre de ses solutions à la crise, que nous combattrons toujours toutes les conséquences négatives, économiques et politiques de l'intégration européenne, ne signifie pas qu'il faille nier les aspects positifs de cette construction.

Elle se développe tant bien que mal depuis 30 ans. Depuis 30 ans, elle a incontestablement activé l'interpénétration économique sans que l'on puisse dire qu'il existe une base économique pour une Europe indépendante, au contraire. Elle a facilité les échanges entre les hommes, les cultures... Elle a permis la mise en place d'institutions dont on ne voit pas toujours nettement à quoi elles servent, mais qui, même de manière limitée, sont amenées à prendre quelques décisions. Bref, un certain nombre de mécanismes peuvent fonctionner dans le sens d'intérêts communautaires. Sur ce point, la seule question qui doit nous intéresser — et elle est loin d'être négligeable — est de savoir si la CEE peut s'opposer aux deux superpuissances, si son unité peut permettre de contribuer à faire reculer la guerre en apportant une riposte ferme aux volontés hégémonistes et en particulier, au principal fauteur de guerre, l'URSS.

Tant qu'elle n'a pas fini de déployer sa politique d'encerclement de l'Europe, en Afrique, en Asie... l'URSS n'a aucun intérêt à s'attaquer directement, militairement, aux Etats européens. Elle a choisi de peser de tout son poids dans les discussions bilatérales, d'Etat à Etat, de multiplier ses pressions et d'assoupir les vigilances à son égard par la mystification de la «détente». Aussi, toute progression dans le processus de l'unification européenne rencontre nécessairement l'hostilité de l'URSS. La réaction des *Izvestia* du 12 mars 1979 après l'entrée en vigueur du SME (Système monétaire européen) le confirme : *«En fin de compte*, y lit-on, *les principes mêmes de la coopération à long terme mutuellement avantageuse entre les Etats en souffriront dans plusieurs domaines, économique, politique, scientifique, technique et culturel»*.

C'est qu'incontestablement une Europe unie peut offrir davantage de résistance aux pressions soviétiques et nous devons en tenir compte à un moment où il s'agit de ne négliger aucun des facteurs qui peuvent retarder la guerre.

Malheureusement, l'attitude des bourgeoisies européennes — et principalement des bourgeoisies dominantes, les bourgeoisies allemande et française — est inquiétante. Lorsque Giscard répète que *«l'URSS ne veut pas la guerre»*, que *«la politique de détente n'a comme alternative que l'acceptation du risque de la guerre»*, il renforce dangeureusement l'influence politique de l'URSS.

Cependant, la base objective pour une limitation de la poussée soviétique demeure et, dans ce cadre, il est possible d'agir pour contraindre nos bourgeoisies — tant qu'elles sont en place — à prendre des positions moins capitulardes.

Et les USA ? Encourager toutes les résistances à l'URSS, n'est-ce pas renforcer l'emprise des USA ? Assurément, cette emprise est grande. Le poids des multinationales, le retard technologique, particulièrement aigu dans des domaines essentiels comme l'informatique par exemple, l'absence de défense européenne et le prix de la protection US pour l'indépendance nationale, tout cela renforce la dépendance par rapport à une superpuissance qui, pour être en recul en ce moment, n'a pas cessé d'être pour les peuples un ennemi stratégique.

Mais, l'intégration européenne conduit-elle nécessairement et automatiquement à renforcer la mainmise des USA ? Rien n'est moins sûr ! Certes, personne ne soutiendrait que l'Europe peut actuellement sortir de la zone d'influence des USA. Mais, sur un certain nombre de questions, de nombreuses contradictions sont apparues. La mise en place de l'ECU représente des dangers, et notamment le danger de renforcer davantage encore la position de la RFA. Cependant, cet accord monétaire est avant tout dirigé contre le dollar et l'exportation de la crise financière par les USA.

D'autre part, lorsque Giscard propose aux Neuf de dialoguer avec l'Afrique et les pays arabes, cette initiative s'inscrit dans le sens d'une concertation des politiques européennes qui prendrait ses distances avec l'impérialisme américain.

QUAND CERTAINS OUBLIENT QUE L'URSS EST UNE SUPERPUISSANCE, PARTICULIEREMENT DANGEREUSE...

Réduire tout progrès de la construction européenne à un renforcement de l'influence américaine procède au moins de deux attitudes.

- La première s'appuie sur une analyse partielle, hâtive, qui ne prend pas en compte l'étude des contradictions fondamentales, l'examen de la situation concrète et surtout le rôle que joue aujourd'hui le social-impérialisme. Elle aboutit à une analyse du monde dépassée, figée à l'époque où il n'existait qu'une superpuissance, où le seul ennemi principal était l'impérialisme américain.
- La seconde attitude est celle du PCF. Même si, quant au fond, ces deux attitudes se rejoignent, il nous faut les distinguer. Car le PCF, en menant une campagne chauvine contre l'Europe germano-américaine, ne se contente pas de masquer les responsabilités de la bourgeoisie française, il détourne volontairement tous les coups contre l'impérialisme US pour épargner l'URSS qu'il présente toujours comme un Etat socialiste, épris de justice et travaillant à la détente. Cette politique, bien sûr, n'est pas innocente : elle rêve d'une Europe qui serait sous une autre influence...

OUI A L'EUROPE DES LUTTES ANTICAPITALISTES OUI A LA RESISTANCE DES PEUPLES ET DES PAYS D'EUROPE CONTRE L'HEGEMONISME

Les communistes seront les seuls, dans la campagne pour les élections au Parlement européen, à dénoncer clairement les deux superpuissances et tout particulièrement la plus dangereuse, l'URSS. C'est pourquoi dans le cadre de l'Europe, telle qu'elle se construit, nous devons travailler à développer la vigilance des peuples contre les risques de guerre, d'une manière concrète et à partir d'initiatives communes avec les travailleurs européens.

Nous savons d'expérience que c'est dans la lutte contre nos bourgeoisies que nous pouvons combattre tous les effets négatifs de la construction européenne, et dans cette lutte nous sommes solidaires. Qu'on ne compte pas sur nous pour attaquer nos camarades sidérurgistes allemands ou belges ou encore les petits paysans italiens ! Etre attentif aux aspects positifs de l'intégration européenne, ce n'est pas faire l'économie de la lutte.

Au contraire. C'est en développant avec vigueur les forces de la révolution, en renforçant l'unité des luttes ouvrières et populaires en Europe que nous opposerons la meilleure résistance à l'hégémonisme.

Pour cela, utilisons toutes les possibilités, faisons jouer toutes les contradictions. Certes, les trusts bénéficient de liaisons, de moyens dont ne disposent pas la classe ouvrière. Les syndicats européens ne sont pas, à divers degrés, les outils efficaces, à l'échelle de l'Europe, qui seraient nécessaires aux travailleurs. Raison de plus pour populariser toutes les expériences avancées du prolétariat européen et faire converger les luttes anticapitalistes.

L'unité européenne, dans ce cas, nous intéresse :

— à condition bien sûr qu'elle ne soit pas un obstacle au développement des luttes, bien au contraire ;

— à condition qu'elle serve réellement à opposer une résistance aux superpuissances et à retarder ainsi la guerre.

C'est à ces conditions — et il faut qu'elles soient toutes remplies — et parce que retarder la guerre c'est créer de meilleures conditions pour l'affronter, que l'intégration européenne peut, aujourd'hui, servir l'ensemble des classes ouvrières d'Europe dans leur tâche stratégique : la construction du socialisme.

Samuel LARA

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET L'EUROPE (suite)

Le point de vue de Claude Bourdet, journaliste et écrivain

L'Europe du Marché commun va devenir un nouveau super-État et je crois qu'il n'y a aucun doute que ça va devenir un système supranational, qui sera, dans une large mesure, influencé par l'ensemble le plus puissant qu'est l'Allemagne de l'Ouest.

Cette Europe, elle est faite dans un certain but et par certaines personnes ; ce n'est pas n'importe quelle Europe ; c'est une Europe qui a été faite pour le grand capitalisme et par le grand capitalisme. Cela se traduit par exemple, dans les énormes facilités de transfert des capitaux, le fait que les capitaux peuvent bouger d'un endroit à un autre, ce qui fait que les capitaux vont où ça profite ; ce sont, en Europe, les endroits les plus forts et notamment en Allemagne fédérale, et c'est aussi dans les régions du Tiers Monde où le capitalisme multinational installe maintenant ses filiales pour débarrasser de certaines industries les pays occidentaux parce qu'il trouve là-bas, avec des dictatures policières à son service, une main-d'œuvre finalement très bon marché. Ce qui fait qu'en somme, on peut penser comme Piaget, l'animateur de Lip il y a deux ans à peu près, quand il écrivait que nous allions perdre les vieilles industries qui vont être transférées dans les filiales des pays à régime policier et à bas salaires, et nous n'allons pas gagner les industries ultramodernes, par ce que celles-là qui nécessitent d'énormes investissements, on les réserve aux pays guides, c'est-à-dire à l'Allemagne, au Japon, et aux USA qui au surplus sont du point vue du capitalisme multinational les seuls points politiquement sûrs.

Le système monétaire européen (SME) est encore un instrument de plus dans le même sens car les industries de certains pays qui ne sont pas trop compétitives comme la France, pouvaient espérer s'en tirer par des dévaluations. Seulement, avec le SME, on ne peut plus dévaluer, on est obligé de rester lié au mark, donc les possibilités d'adaptation de notre propre économie sont limitées. Il faut ajouter à cela la politique de Barre qui est une politique gérée par la banque fédérale allemande ; c'est la revue *Business-Week* qui le disait le 26 juin 1977.

Avec cette politique, on voit des entreprises parfaitement viables et des entreprises modernes qui sont liquidées au même titre que les toutes petites entreprises ou certains canards boiteux comme on dit ; c'est-à-dire que c'est une entreprise de démantèlement non seulement de l'industrie mais de secteurs économiques tout entiers.

Alors, je crois qu'on peut en conclure que nous allons, grâce à ce Marché commun, vers une certaine forme de sous-développement relatif ; on verra un pays comme la France ne plus pouvoir avoir comme industries que des industries du type automobile, tourisme, hôtellerie, des choses comme ça, un peu d'agriculture mais là encore, l'agriculture française risque de ne pas être compétitive vis-à-vis de certaines agricultures du Marché commun, et on nous signalait récemment que en Europe du Sud, notamment en Espagne, les trusts allemands sont en train d'acheter de grandes étendues de terrains pour y installer, avec une main-d'œuvre moins payée et surtout raréfiée, des grandes entreprises agricoles modernes qui produiront à des prix plus bas que l'agriculture française.

■

Tout cela est extrêmement mal parti ; et tout cela s'est produit déjà avant l'élection du Parlement européen. Alors est-ce que cette élection serait, comme on le dit, destinée à n'avoir aucun effet ; si elle va en avoir, pourquoi ?

Parce qu'à l'heure actuelle il y a encore une défensive minima que l'administration française peut exercer par l'intermédiaire du Conseil des ministres. Ça joue de moins en moins parce que le Conseil des ministres est une entité qui est très souvent en désaccord avec la Commission, l'Exécutif de Bruxelles.

D'ores et déjà il y a une certaine lutte entre ce Conseil des ministres et la Commission, mais sur le Conseil des ministres, les producteurs français, paysans, entrepreneurs capitalistes et syndicats, peuvent agir et ils agissent, ils font des pressions de tous ordres sur l'administration pour essayer de se protéger.

Quand les pressions sont suffisantes, ça se répercute au Conseil des ministres, et au Conseil des ministres, le représentant français ou celui d'un autre pays, est tout de même obligé de faire un peu attention, et alors on peut avoir malgré tout une certaine protection.

Mais qu'est-ce qui va se passer lorsque le Parlement européen sera élu ? Ce Parlement européen, il a le droit de censure de la Commission européenne ; il a son propre budget, il a son propre ordre du jour ; ce qui fait beaucoup de choses ; et il établit lui-même son propre règlement, c'est-à-dire qu'il fera pratiquement ce qu'il veut avec le pouvoir très accru que donne une élection au suffrage universel.

C'est bien évident que la commission va s'appuyer sur lui, et je pense que l'on verra le Conseil des ministres de la communauté devenir peu à peu une espèce de conseil des États, une espèce de sénat consultatif et que tout le pouvoir résidera de plus en plus dans la commission qui sera changée naturellement dans sa composition et qui deviendra le véritable gouvernement européen, l'éxécutif du Parlement.

■

Comment va fonctionner ce Parlement ? Il n'y aura pas d'alliance possible de la classe ouvrière européenne. Pourquoi ? Parce que les socialistes du Nord et en particulier les socialistes allemands ne veulent à aucun prix l'union de toute la classe ouvrière qui comprendrait des communistes et des gauchistes.

C'est pour eux essentiel qu'il n'y ait pas de contagion venant des pays dans lesquels la classe ouvrière est plus combative et plus revendicative. Il faut donc qu'à aucun prix il n'y ait un gouvernement disons socialiste ou communiste ou d'Union de la gauche qui s'établisse en France ou un gouvernement de compromis historique en Italie parce que à ce moment là, la contagion pourrait se produire.

Alors, dans ces conditions-là, il n'y aura jamais d'alliance possible, au sein de ce parlement, de la classe ouvrière européenne ; et la social-démocratie allemande va, au contraire, constituer une alliance anticommuniste dans laquelle elle fera entrer non seulement ceux des partis socialistes qui marcheront, et en particulier les partis socialistes du Nord, mais tous les conservateurs européens qui sont anticommunistes d'une façon fondamentale.

Voilà donc mon évaluation générale de la situation ; elle est très pessimiste.

▷ N'y a-t-il pas des contradictions très importantes qui subsistent entre les États impérialistes de l'Europe occidentale ? Est-ce que ces contradictions n'empêchent pas finalement le processus allant vers un super-État européen ?

Je crois que ce serait vrai s'il y avait en Europe deux puissances à peu près comparables, disons s'il y avait deux Allemagne occidentales, le processus d'unification vers un État supra-national capitaliste, serait alors probablement plus difficile à mettre en œuvre mais ce n'est pas le cas, et il n'y a pas d'État qui ait la capacité de résistance en question.

Les oppositions, les contradictions existent mais pas entre États européens ; elles existent entre l'Allemagne et les USA.

Et là, il y aura une relation qui va être toujours plus complexe. Elle ne peut, je crois, jamais arriver à une rupture, du moins, pas tant que les Allemands n'auront pas leur propre armement nucléaire ou la possibilité d'avoir une Europe qu'ils domineront en armement nucléaire équivalent à celui de l'Union soviétique ; tant que cela ne se produira pas, les Allemands mèneront leur politique à l'abri du parapluie nucléaire américain, et donc seront très liés aux Américains pour toute une série de questions même s'ils sont en opposition sur d'autres. Mais, on voit déjà des traits de cette opposition avec le conflit concernant l'Afrique du Sud, le conflit concernant le Brésil, le nucléaire en Afrique, le nucléaire au Brésil, etc., et ce qui est typique, c'est que la politique menée par l'Allemagne fédérale dans cette affaire, est une politique qui paraît plus dangereuse que celles des USA.

C'est la même chose en ce qui concerne la bombe à neutrons où Carter avait beaucoup d'hésitations et où, au contraire, il a été pressé par Schmidt de prendre des décisions. A cause de son souci d'équilibre Est-Ouest, Carter a hésité énormément et jusqu'ici, il n'a pris aucune décision.

Mais on voit aussi que, dans la mesure où cet ensemble, gouverné par l'Allemagne, prendrait certaines libertés vis-à-vis des USA, cela risque fort de ne pas être des libertés dans le sens positif, mais dans un sens extrêmement dangereux.

Je crois que le capitalisme français en particulier, est tout à fait prêt à avoir sa place de second, de subalterne dans une économie dominée par d'autres.

Il y a bien entendu une certaine partie du capitalisme secondaire qui n'arrive pas à consentir à sa propre disparition, c'est ce capitalisme moyen et souvent un peu vieillot qui fournit les troupes et l'argent du RPR, mais il ne représente pas une force considérable. Par contre, je pense que la difficulté pour l'instauration du système va venir des travailleurs, et des travailleurs au sens très large, c'est-à-dire non seulement la classe ouvrière et une partie de la paysannerie, mais aussi des cadres, des petits patrons prolétarisés. Je pense que la menace et les bouleversements qui vont être introduits dans la vie personnelle, privée de millions d'individus, et ce que nous voyons déjà, avec l'instauration d'un chômage structurel (et cela ne fait que commencer), tout cela risque de produire des mouvements de résistance, peut-être même localement de véritables insurrections. Il peut y avoir des difficultés de ce côté-là surtout dans la mesure où, peu à peu, malgré le camouflage par les hommes politiques et par la presse, beaucoup de travailleurs se rendront compte de ce que cette Europe est en train de leur faire ; et alors, nous risquons d'avoir des mouvements très profonds, et véritablement, une sorte de résistance qui risque de se développer.

Mais, alors que va-t-il se passer ? Est-ce que la classe dirigeante va céder pour autant ? Alors qu'elle s'appuie sur le phénomène multinational, sur le gouvernement allemand et tout ce qui est autour, sur l'Amérique, sur l'Otan, toute une série de forces militaires et policières ?

▷ Quelles conséquences peut avoir l'élargissement prévu de la communauté européenne ?

Je crois que le capital allemand qui cherche à se placer, qui est un capital extrêmement entreprenant, pas du tout paresseux et craintif, comme le capital financier français, va essayer d'apporter à ces pays les capitaux dont ils ont besoin et se servir de leur main-d'œuvre à la fois compétente et moins coûteuse ; et d'un système de sécurité sociale moins avancé, etc.

Il y a cette volonté d'essayer de coloniser cette Europe du Sud ; si le capitalisme allemand s'en mêle, je pense qu'il y aura peut-être un avantage à l'intérieur de ces pays pour le niveau de vie d'une partie de la classe ouvrière, mais je pense que cela va surtout renforcer énormément les tendances bourgeoises et la force de la bourgeoisie ; le fait d'être épaulé par le supercapitalisme européen et surtout allemand, devrait normalement rendre plus difficiles les luttes sociales des classes ouvrières de ces pays qui ne sont pas tellement brillantes d'ailleurs à l'heure actuelle.

Je ne sais pas trop si cela peut avoir un effet à l'échelon européen sur les autres pays d'Europe.

Je pense que ces pays d'Europe du Sud seront utilisés, étant donné leur structure et le fait qu'ils sont justement peut-être des outils plus commodes pour le capital allemand, que ne le seraient la France ou l'Italie, ils vont être utilisés comme masse de manœuvre pour mettre en danger en particulier l'agriculture française et italienne et pour réduire la résistance de ces deux pays.

SIDERURGIE : LES NEGOCIATIONS ACTIONS SUR LE TERRAIN

Le cycle des «négociations pour rien» se poursuit entre les syndicats et les PDG des sociétés sidérurgiques. Pour rien, car il ne s'agit que de réunions pendant lesquelles Etchegaray (le PDG d'Usinor) et Mayoux (le PDG de Sacilor) exposent leurs plans aux syndicats et réaffirment, solidement appuyés par le gouvernement Barre, qu'ils n'en changeront pas une virgule. La bourgeoisie française reste intransigeante ; il y a lieu de développer l'action.

Sur le terrain, des choses se passent chaque jour : à Longwy, les militants CFDT occupent depuis jeudi après-midi la centrale d'Herserange pour empêcher la fabrication d'oxygène et d'azote et ainsi freiner la production d'acier qui en ce moment «roule à fond». L'UIS-CFDT a appelé les travailleurs et la population à se joindre à cette action.

A Denain, une manifestation a eu lieu jeudi matin dans les rues de la ville à l'initiative des sidérurgistes qui auparavant avaient bloqué des routes et des voies ferrées. Les militants les plus actifs réfléchissent aux actions à mettre en œuvre sur Denain.

A la Solmer de Fos, des luttes sont engagées par les travailleurs pour les salaires et contre la répression.

Un problème très important reste posé : la marche de la CGT sur Paris le 23 mars. La direction CGT et le PCF font un énorme battage autour de cette initiative ; il apparaît de plus en plus clairement qu'ils veulent en faire une journée de récupération, par eux, de la direction du mouvement qui avait tendance à leur échapper et qu'ils espèrent noyer les secteurs les plus avancés et les plus combatifs, ceux qui s'opposent le plus fermement à leurs manipulations.

SOLMER FOS-SUR-MER

De notre correspondant

Après les hauts fourneaux et la centrale soufflante

Le mouvement s'étend aux laminoirs

Dans nos éditions précédentes, nous avions relaté les luttes successives engagées à la Solmer aux hauts fourneaux et récemment à la centrale soufflante. Après avoir répondu aux hauts fournistes sur leurs revendications de salaires, (300 F pour tous), par la menace de lock-out, le patronat de Solmer répondait à celles des grévistes de la centrale soufflante par une quinzaine de mises à pied et des licenciements de délégués CGT et CFDT. Mercredi matin, conscients que c'est leur droit de grève qui est en cause, les mécaniciens du train à chaud se mettent à leur tour en grève pour la levée des sanctions. Le mouvement s'est très rapidement étendu à un grand nombre de services des laminoirs et dès 9 heures la production de tôles est arrêtée. Depuis, les 4 équipes, dans une unité remarquable, ont cessé le travail et font la grève sur le tas. Cela s'est avéré payant car ils ont dû faire face à des tentatives de la maîtrise de faire le travail à leur place. Vendredi matin se tenait une AG qui devait décider de la suite à donner à la lutte.

Au niveau syndical, les analyses de la grève sont différentes. La CGT affirme que la lutte n'est qu'une lutte sectorielle, s'inscrivant dans un plan de harcèlement, et qu'en conséquence elle n'a que peu d'avenir. En toile de fond il y a aussi «la marche sur Paris» et le désir de la CGT de diriger la combativité des travailleurs dans cette voie. Pourtant cette attitude ne semble pas convenir à l'ensemble des militants CGT. D'un autre côté, la CFDT pense que la lutte est passée à une phase supérieure, qu'il est nécessaire de renforcer l'unité des travailleurs et d'aller vers une généralisation du conflit sur Solmer.

Depuis plusieurs mois de nombreuses actions ont lieu sur le site Solmer. Elles correspondent à une volonté de plus en plus affirmée de voir aboutir les revendications.

(Somafer - Fos, entreprise sous-traitante de la Solmer).

LES GARDES INTERDISENT L'ACCES AUX GREVISTES

En grève depuis 11 jours, mardi dernier, réunion entre la direction... et les travailleurs de Fos, arbitrée par l'inspection du travail. Pas de résultat. Le lendemain mercredi ils obtiennent gain de cause avec 5 % d'augmentation et paiement intégral des jours de grève. Les deux parties signent un engagement. Jeudi matin, démenti de la part de la direction et annulation des engagements. Et contre toute légalité, les travailleurs Somafer ne peuvent pas rejoindre leur entreprise sur le site Solmer : les gardes s'y opposent.

Port-Saint-Louis-du-Rhône

Jeudi, accident sur les quais entre un car de dockers et un camion : trois morts et six blessés. Un débrayage spontané a eu lieu chez tous les dockers de Port-Saint-Louis et de Fos.

TRAIN BLOQUE PAR LES GREVISTES A MULHOUSE

Plusieurs centaines d'ouvriers de la SACM (Société alsacienne de constructions mécaniques) ont bloqué jeudi, pendant un quart d'heure, en gare de Mulhouse, le turbotrain Lyon-Strasbourg. Les travailleurs de la SACM sont en lutte pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail.

DEUX OUVRIERS TUES A DUBIGEON (NANTES) :

Mercredi soir, aux chantiers Dubigeon de Nantes, deux ouvriers sont morts. Ils étaient en train d'installer une embarcation de sauvetage pour un car-ferry bientôt mis en service, quand cette embarcation s'est détachée, provoquant une chute libre de 13 mètres des deux ouvriers, qui sont morts sur le coup. En 1972, un accident s'était produit dans les mêmes circonstances à Dubigeon. Plus récemment, en janvier, le PDG de Dubigeon a été condamné à... 2 500 francs d'amende pour un accident de travail qui avait aussi coûté la vie à un ouvrier.

BERLIET VENISSIEUX : UN DIRECTEUR DU PERSONNEL RETENU

Mercredi matin, et jusqu'au milieu de l'après-midi, les travailleurs de Berliet-Vénissieux ont retenu dans un bureau un directeur du personnel et son adjoint, pour obtenir l'ouverture de négociations.

LYON : MANIFESTATION DE RHONE POULENC

Plusieurs centaines de travailleurs de Rhône-Poulenc Textile ont manifesté jeudi dans le centre de Lyon, à l'appel des organisations syndicales. Ils protestaient contre la parution dans la presse d'une publicité RPT ayant coûté près d'un milliard de francs selon eux, alors que la fermeture de cinq usines est prévue d'ici la fin 1980.

Pour toute modification de la diffusion du *Quotidien du Peuple*, téléphoner tous les jours de 14 heures à 18 heures.

636 - 73 - 76

Après quatre semaines de lutte

Chez Bauknecht la direction commence à reculer

Après quatre semaines d'occupation, la lutte des travailleurs de Bauknecht se durcit. Les cadres jaunes de la CGC multiplient leurs tentatives de briser la grève (attaque du piquet de grève, communiqué de presse, tracts, appel aux flics et aux «élus»). Chaque jour, ils s'agitent fiévreusement sans grand succès d'ailleurs.

De leur côté, les grévistes multiplient les actions tendant à populariser la lutte. Collectes, diffusions de tracts, concert organisé avec la participation bénévole d'un groupe local, sont autant d'initiatives qui permettent à la lutte de s'affermir et de se développer. Il y a quinze jours, des grévistes ont également fait appel aux «élus» de la région, appel qui, bien entendu, est resté sans réponse.

L'intersyndicale CGT-CFDT a obtenu un soutie.. moral et financier (3 000 marks, et ce n'est qu'un début)dupuissantsyndicatallemand I.G. Metall de Bauknecht, qui a déjà fait pression pour que s'ouvrent des négociations. Elles se sont ouvertes mercredi et ont abouti à un recul très net de la direction soit : 660 francs de prime de vacances et 100 francs pour tous en septembre. Ces concessions sont encore jugées très insuffisantes par l'ensemble des grévistes. Des cadres jaunes de la CGC projetaient de se rassembler devant l'usine vendredi matin et de tenter une fois de plus de casser la grève. Cependant, les grévistes, forts d'un large soutien, sont plus que jamais déterminés à se battre jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Correspondant SAINT-AVOLD

Reprise dans les assurances

La plupart des employés d'assurances, encore en grève, ont repris le travail ce vendredi.

Les employés de l'UAP, qui avaient dû se contenter d'occuper le rez-de-chaussée d'un des immeubles du groupe de la rue Le Pelletier à la suite des provocations de cadres, ont été expulsés mardi soir par des vigiles. *«Le soir ils patrouillent avec des chiens»* nous dit un syndicaliste.

Les employés sont toutefois allés mercredi en manifestation à «la tour Assur». Ils ont été reçus par la direction, bien que celle-ci ait annoncé auparavant que la réunion était annulée. La discussion a fait apparaître que le patron ne voulait rien céder.

Là-bas aussi la direction avait fait intervenir des vigiles et des maîtres chiens *«pour intimider les employés et les dissuader de se mettre en grève»* dit un délégué CGT de la tour de l'UAP à la Défense. Ceux-ci ont été retirés face à la réprobation du personnel.

SANCTIONS AU GAN

Non contents de ne rien céder dans les compagnies nationalisées, les patrons d'assurances se sont permis dans un certain nombre de cas de sanctionner des délégués. C'est le cas au GAN où 3 délégués de la Tour CB 21 (la tour du GAN à la Défense) sont menacés de lourdes sanctions. Un délégué CFDT est menacé d'avoir une semaine de mise à pied tandis qu'un délégué de la CGT est menacé, lui, de trois semaines de suspension de salaire ; un autre délégué CGT est purement et simplement menacé de licenciement.

Une réunion a déjà eu lieu (pour laquelle le directeur du GAN s'était déplacé) en présence de l'inspecteur du travail. Ce dernier devait rendre sa décision publique ce vendredi. Le bilan de cette longue grève reste à tirer par les employés des compagnies d'assurance.

Les résultats sont cependant inégaux : si, dans les compagnies nationalisées (GAN, UAP, etc...) rien de significatif n'a été obtenu, en revanche dans des petites compagnies privées, il a quelquefois été arraché des augmentations de 60 à 160 francs, un salaire minimum de 2 500 F, ce qui peut correspondre à une augmentation de 12 %, la réduction de la semaine de travail d'un quart d'heure ou d'une demi-heure. Dans quelques cas, la 5e semaine de congés payés a été obtenue ainsi que le paiement d'une partie des heures de grève.

F.M.

«POUR RIEN» SE POURSUIVENT A LONGWY, A DENAIN, A FOS...

LONGWY

De notre correspondant

Actions des travailleurs de la Chiers-Longwy jeudi matin

Mario Tessarotto (militant CFDT) s'explique

▸ Quel est le sens de l'action menée par les travailleurs de la Chiers ce matin ?

Depuis quinze jours, on faisait une production très forte de lingots. Au parachèvement des lingots, on avait un stockage très important, peut-être 7 ou 800 lingots. Hier ils avaient mis les lingots sur deux rames et on ne savait pas où ceux-ci allaient ; ce matin ils avaient collé les étiquettes. Cela partait à Ebange-Sollac.

On s'est dit : puisqu'on a un laminoir qu'on peut mettre en route comme on veut et qu'on a eu du chômage (il y a des gars qui ne travaillent pas) alors on va essayer de les bloquer. On a retiré les sécurités du freinage des deux rames ; en magasin il n'y a en pas plus des trucs comme ça. S'ils veulent les remplacer il faut qu'ils les fabriquent. Les rames sont donc immobilisées.

En même temps, il y avait un problème avec la locomotive la plus récente de l'usine, ils voulaient la vendre à une mine. Ce matin, il y avait déjà la permission de la SNCF, il ne manquait plus que les capots sur les moteurs et enlever les chaînes. On ne savait pas quand ils allaient le faire ; peut-être pour demain matin ou dans la nuit. On est parti, on est allé au dépôt de loco et on a coupé les rails. La loco ils ne pourront pas la sortir.

▸ Est-ce que cela bloque le reste de la production ?

Non, cela ne bloque pas la production mais on retient un outil de travail qui est propre à la Chiers. On veut du travail. Et par exemple les lingots on ne voit pas pourquoi ils ne seraient pas laminés sur place puisque nous en avons la possibilité.

A la pointe de la lutte contre le chômage : les militants de la CFDT de Longwy.

Quant à la loco c'est notre outil de travail, on ne veut pas qu'il soit bradé. On l'a fait savoir à la direction : s'ils parviennent à la sortir où qu'elle soit, elle ne durera pas longtemps parce qu'elle brûlera.

▸ Qui a pris l'initiative de l'action ?

L'initiative a été prise par les ouvriers eux-mêmes, qui étaient sur place et qui ont signalé l'affaire aux délégués. Les délégués étaient déjà sur le coup depuis une semaine. On savait qu'ils préparaient la loco pour partir. On la guettait tous les jours. En une demi-heure de temps tu as quatre-vingts gars qui ont quitté le boulot, qui sont venus là et qui ont tout fait. On a eu des difficultés de la part des contremaîtres qui nous avaient bloqué des chalumeaux et tout le reste.

▸ Quelles sont exactement les répercussions de l'occupation de la centrale à oxygène sur la production de la Chiers ?

Moi, je venais de quitter le boulot quand on m'a prévenu. Les gars ils ont dit : c'est bon. La production augmentait de façon tellement forte que même en 1974 on n'atteignait pas cette production là. Je crois qu'il n'existe aucune usine au monde où l'on produise comme à la Chiers en ce moment. On a fait un calcul, on arrive à 3 h 20 la tonne. Sur l'ensemble des usines avec tous les postes, on arrive à 5 h 20.

Le point de vue de Robert Blaise, secrétaire de l'UIS-CFDT

«On ne veut pas produire, produire, pour arrêter finalement les installations»

▸ Question : Vous occupez la centrale pourquoi ?

Si nous occupons la centrale aujourd'hui c'est que simultanément, les discussions se déroulent avec Etchegaray (PDG d'Usinor).

Il faut considérer cette occupation comme un message que les sidérurgistes de Longwy lui adressent. Deuxièmement, il faut voir qu'avec cette occupation, la production d'acier est fortement coupée à Longwy. On ne veut pas que ce soit comme à Thionville où ils ont fait produire, produire, produire pour finalement arrêter les installations. Nous, à la CFDT, on n'est pas d'accord avec ça.

▸ Question : Que représente exactement la coupure de l'oxygène ?

En occupant la centrale, on coupe l'approvisionnement en oxygène et en azote des aciéries du bassin, c'est-à-dire : la Chiers, Réhon, et Usinor. On les oblige à s'arrêter. La centrale c'est vraiment le poumon des usines du bassin.

▸ Question : Est-ce que vous avez une revendication précise par rapport à cette action ?

Notre revendication c'est la défense de l'outil de travail et donc le maintien de la sidérurgie à Longwy.

Nous allons appeler la population à ce qu'elle vienne participer à l'occupation. Il faut que tout se mette en place. Il faut bien comprendre que ce sont des opérations que nous sommes obligés de maintenir secrètes dans un premier temps. Mais maintenant, il faut que la population participe à cette action très importante. ■

DENAIN

De notre correspondant

Manifestation dans les rues, jeudi matin

● Jeudi 15, plus de 400 sidérurgistes de la **Chiers Anzin** occupaient les bureaux administratifs. L'occupation devait durer jusqu'à vendredi matin.

● A **Usinor Denain**, un meeting convoqué par l'Intersyndicale rassemblait plus de 2 500 personnes au train à bandes, jeudi matin. Les délégations ont rendu compte des négociations en cours avec Etchegaray, puis les syndicats ont présenté leurs propositions d'action. Pour la première fois, ce n'est donc pas l'Intersyndicale en tant que telle qui a fait les propositions. Les représentants de la CGT ont réaffirmé leur volonté de tout centrer sur la marche sur Paris le 23. Les représentants de la CFDT ont proposé le calendrier d'action CFDT, établi la veille lors d'une réunion de l'Inter-Usinor-Chiers CFDT, tenue près de Denain, à Lourches : le 19 mars, journée d'action à Sedan, dont les sidérurgistes de Sedan ont à déterminer les formes ; le 20, même chose à Longwy ; le 21, montée sur Usinor-Denain, avec une journée portes ouvertes à Usinor-Denain, qui devrait permettre de recevoir des délégations d'Usinor-Dunkerque, Mardyck, Longwy, Sedan, Montataire et Thionville. Ce serait une journée «Bassin mort» dans le Valenciennois, avec si possible grève dans les lycées, et organisation sous contrôle syndical, dans les locaux des mairies, d'un référendum sur le maintien de la fonte et de l'acier à Denain ; le 23, journée d'action sur le terrain, et le 27, marche des sidérurgistes sur Dunkerque. Pour l'instant, la CGT ne s'est pas prononcée sur ce calendrier.

Vendredi matin devait avoir lieu une nouvelle réunion de l'Intersyndicale.

● **A Denain, les jeunes** se mobilisent.

Lors de la manifestation de samedi dernier, les jeunes ont été plutôt déçus, comme ils disent, de voir arriver le PCF avec ses grandes banderoles, et de se retrouver relégués en fin de cortège, alors qu'ils ont montré leur combativité. Il y avait trois cortèges de jeunes : la JOC, le lycée technique, et le lycée polyvalent.

Le jeudi 15, ils ont organisé une manifestation dans les rues de Denain, partie du lycée technique à l'appel d'un «comité contre la violence», dont le nom ne fait pas l'unanimité ! L'après-midi, ils se sont mis en grève malgré les difficultés opposées par l'administration, celle-ci ne laissant sortir que les élèves majeurs. Ils sont allés en manifestation jusqu'à l'autre bout de la ville, chercher à 15 h 30 les élèves du lycée polyvalent. Les trois quarts des effectifs du lycée sont sortis, et la manifestation est partie à Usinor pour y rencontrer les sidérurgistes, confirmant ainsi leur soutien. Ils sont tombés sur des grilles fermées et ont donc dû repartir. Ils se sont alors dirigés vers la mairie pour demander une audience au maire. Les lycéens devaient prolonger leur grève vendredi et samedi.

● Tract CFDT Longwy SOS Emploi n° 16

Nous occupons la centrale à oxygène d'Herserange. Aujourd'hui Longwy est sur la sellette.

Etchegaray va commencer les réunions qui vont fixer le sort des usines du bassin de Longwy.

Après les déclarations de Barre, après les décisions à Denain nous n'avons aucune illusion à nous faire sur ces réunions. Devant la force de notre contestation ils vont tenter une nouvelle diversion, un nouveau bricolage qui portera un coup à l'usine de Rehon tout en condamnant à terme Longwy.

Ils veulent maintenir leur décision.

Ils espèrent régler notre sort et celui de nos enfants avec :

— la prime à l'abandon de poste.

— le dégagement des travailleurs de plus de 50 ans

— les parcs à chômeurs

Nous ne devons pas laisser passer ces réunions sans rien faire. La lutte ne souffre aucun répit. Le moment est venu de désorganiser la production. Dans toutes les usines ça roule à fond. En même temps qu'ils nous condamnent, ils veulent presser le citron jusqu'à la dernière goutte.

NOUS DEVONS AGIR SANS ATTENDRE

Nous avons pris la décision d'occuper la centrale à oxygène d'Herserange... car elle existe, contrairement aux dires de M. Etchegaray qui affirmait qu'une aciérie à oxygène à Longwy devrait être alimentée par la centrale de Richemont. De plus la centrale d'Herserange marche à peine à 50 % de sa capacité.

C'est un coup de semonce. Il sera limité dans le temps.

Les militants CFDT appellent tous les travailleurs et leur famille, la population, à faire leur cette action en y participant. Face à cette initiative le patronat risque de tenter un coup de force, la mise au chômage technique.

Nous devons nous préparer à une riposte massive. Aujourd'hui 15 mars la lutte continue.

Après la grève dans les centres de tri de la région parisienne

«NOUS NE SOMMES PAS DÉMORALISÉS»

18 centres de tri en grève dans la région parisienne, sur une totalité de 24, c'est la première fois depuis la grande lutte de 1974 que cela se produisait. Un mouvement parti avec des pourcentages de participation plutôt faibles, et qui s'est renforcé, jour après jour, chaque fois qu'on apprenait que tel ou tel centre rejoignait le mouvement. Au centre des revendications, les effectifs, les salaires et les conditions de travail, surtout dans les centres de tri automatiques de banlieue. Un mouvement dont le développement même est significatif. Depuis l'échec de 1974, après une grève particulièrement longue et dure, de multiples grèves ont eu lieu, restant la plupart du temps isolées. Pourtant, les revendications sont les mêmes partout, globalement. C'est contre la situation d'ensemble dans les postes qu'ils se battent, en premier lieu les effectifs, les salaires, les conditions de travail. Partout, c'est le ras-le-bol, qui a explosé plus d'une fois, après des sanctions, ou de nouveaux plans de répartition des postes de travail, ou avec l'affaire des vacataires...
Le poids des échecs a pesé, mais la combativité n'a pas disparu, au contraire. Chaque échec a renforcé la certitude que pour gagner il faut lutter ensemble. Et c'est la construction d'un tel mouvement, à l'échelle de la région parisienne, que les postiers des centres de tri ont cette fois commencé à prendre en main, avec cette lutte. *«Nous avons fait le maximum pour aller dans le bon sens, cette fois»* dit plus d'un postier, en sachant, au bout de quelques jours de grève, que les fédérations ne voulaient pas qu'on aille plus loin. Pour autant, est-ce qu'il ne fallait pas partir en grève ? A cette question, les postiers avec qui nous avons discuté, tout au long du mouvement et après la reprise, disent clairement non. Il fallait partir, parce que les garanties pour la lutte, on ne peut les obtenir que par la lutte, qu'en prenant les choses en main.
Aujourd'hui, nous présentons un bilan partiel, sur deux centres : le centre de tri automatique de Créteil, dans la banlieue Sud, et le centre de tri d'Austerlitz, à Paris. Les bilans ne sont pas identiques ; la situation n'est pas la même, à bien des points de vue : passé de luttes, expérience syndicale des uns et des autres, influence et moyens des structures CGT «traditionnelles»... Mais ils donnent une idée de la façon dont se pose aujourd'hui la question de la tactique des luttes dans les PTT.

- **Pour la première fois, l'unité**
- **Les responsabilités des directions syndicales largement posées**
- **Prendre en main nos propres affaires pour l'avenir**

Austerlitz : «La prochaine fois on prendra nous-mêmes les choses en main».

Propos recueillis par Jean JAULIN

La grève au centre PTT d'Austerlitz aura duré une semaine. Partie dès le lundi à la suite de l'appel bien timide et bien tardif des régions syndicales, elle ne réussira jamais à gagner la grande majorité du centre : en moyenne 30 à 40 %, mais avec des «pointes» selon les services allant jusqu'à 90 % pour certains. Et phénomène encore plus particulier, ces services de pointe n'étaient jamais les mêmes. *«On n'y comprend rien»* diront pendant toute la grève les syndicats.

C'est un peu comme si la combativité s'était exprimée service par service, mais jamais en même temps. Traduisant par là un véritable malaise dans le centre, c'est aussi un questionnement pour les gars combatifs. Mais que s'est-il donc passé durant cette semaine ? Que faut-il mettre en cause : la combativité des gars et dire avec certains de la CGT *«les gars n'en veulent pas»*, ou bien se contenter du : *«Les fédérations syndicales n'en veulent pas»* ?

Après la grève, certains ne veulent pas en rester là : *«Avec cette analyse tout comme-ci, tout comme-ça, on a une explication un peu simpliste qui ne dit pas comment faire la prochaine fois»*. Nous en avons discuté avec des gars du centre syndiqués à la CFDT. Ces témoignages ne résultent pas d'un bilan approfondi. Pris sur le vif, dans le mouvement de reprise, il faut les prendre pour ce qu'ils sont : des premiers éléments de réflexion.

▶ Comment est-ce parti à Austerlitz ? Qui en a été à l'origine ?

Le lundi matin, à la suite de l'appel des régions syndicales, nous avons proposé aux gars du matin de partir en disant qu'il y avait des possibilités d'extension rapide puisque cinq CTA étaient déjà en grève et que les gros centres parisiens commençaient aussi à partir. Ils sont sortis à 30 %. Ce qui n'est pas mal pour les gars du matin puisque c'est un secteur difficile à mobiliser et où l'implantation syndicale est très faible. D'autre part, il faut bien voir que tout reposait sur la section CFDT. La CGT avait une réunion syndicale ailleurs, et à la première AG, il n'y avait qu'un gars de chez eux présent. Quant à FO, n'en parlons pas.

▶ Comment expliques-tu la faible mobilisation durant cette semaine ?

Il y a plusieurs raisons à tout cela. D'abord, à Auster, les gars sont fatigués des actions qui ne mènent à rien et qui coûtent de plus en plus cher. Il y a eu une grève locale en janvier, par exemple, contre des sanctions. Nous n'avons rien obtenu et la paye de janvier s'en est fortement ressentie. Pour certains, il leur manque 500 francs sur le mois. Ça fait beaucoup, sans compter les journées de 24 heures de novembre et décembre.

Ce n'est pas que les gars ne veulent pas lutter, mais il y a un ras-le-bol des luttes dont on ne voit pas de résultats.

Et puis, une autre raison joue : c'est la division syndicale. Tout le monde voyait bien que la CGT n'était pas chaude. Elle n'a pas hésité sur les ambulants à appeler contre, sous prétexte que cela pourrait compromettre la semaine d'action fin mars ! Un délégué CGT, par exemple, n'est parti que le jeudi (pour la manif). Quand il a appelé, son service est parti à 90 %. Mais c'était bien tard. Et puis, il y avait un problème d'information. Nous ne savions pas ce qui se passait ailleurs. Des tas d'informations fausses circulaient, à commencer par les fédés qui faisaient tout pour minoriser la grève dans les autres centres.

Enfin, tout le monde a bien vu que c'était mal préparé. Pas de propositions des syndicats. C'est tout cela qui explique d'abord que pas mal de gars ne sont pas partis et surtout que c'est parti dans le désordre.

▶ Mais n'y avait-il pas une certaine conscience que c'était différent des autres fois puisque pas mal de centres étaient en grève ?

Pour une minorité, oui. Mais pour la plupart des gars, non. Tout était confus. Il y a bien eu la manifestation qui a permis de se rendre compte de l'état réel de la mobilisation. Mais l'attitude des fédérations face à la volonté des gars d'aller au ministère en a découragé plus d'un.

▶ Vous avez décidé un soir de durcir la grève. Notamment vous avez bloqué les camions deux soirs de suite. Les flics sont même venus. Quel effet cela a eu sur les non-grévistes et sur les grévistes ?

Déjà, pour ceux qui y ont participé, les conclusions sont différentes. Certains pensent que ça n'a servi à rien. Quand les flics sont intervenus, cela n'a pas décidé plus de huit non-grévistes à sortir. Les autres ont même applaudi. Alors, il y a l'idée que ce n'est pas efficace.

Mais pour d'autres, le bilan est différent. D'abord on a vu que ce type d'action était possible, car les grévistes en voulaient ; même des gars de la CGT étaient présents ce soir-là. Et puis on s'est rendu compte qu'il n'y avait que ce type d'action qui était payant. Pour deux raisons : d'abord cela bloque le trafic. C'est ce qu'on veut. Et puis cela fait peur. Si tu avais vu la gueule du chef du centre ! Il ne s'y attendait pas. Le lendemain il a appelé tous les syndicats. Il n'a peur que d'une seule chose, c'est que les syndicats se fassent déborder. Moi je pense que ce type d'action peut payer. Mais c'est vrai qu'à partir du moment où le pourcentage de grévistes est trop faible, on ne peut pas en faire. C'est donc d'abord le problème du pourrissement de la grève dès le début qui est posé.

▶ Un noyau combatif apparaît sur Austerlitz depuis quelque temps. Vous avez même sorti un premier journal *L'Austerminé*. Quelle leçon tirez-vous de la grève ? Vous êtes-vous renforcés ?

Non pas tellement, disons qu'en se comptant, on n'est pas loin d'une centaine ; syndiqués et non-syndiqués. Mais c'est vrai qu'on n'a pas beaucoup gagné d'autres gars. Cela tient peut-être au fait qu'on n'a pas tellement été une force de proposition durant cette grève. On n'a pas su expliquer les choses aux gars pour les décider à partir. Mais tout ne dépendait pas de nous. Il faut bien voir que la situation sur Paris pesait très fort.

En tout cas, on voit beaucoup mieux ce qu'il faudra faire la prochaine fois. D'abord compter sur nous-mêmes pour faire l'information et puis prendre en charge à la base la coordination. On a été à Brune et à Créteil pendant la grève. Mais il était trop tard. Ça nous servira de leçon pour la prochaine fois. C'est dès le début qu'il fallait les voir pour leur proposer le rassemblement régional sur un centre comme Trappes ; à Brune, ils étaient d'accord.

Ce noyau, comme tu dis, a tout de même joué un rôle positif par rapport aux syndicats. D'abord pour la section CFDT, dont la plupart ont décidé de demander des comptes à l'USAT*. Notre pression en a radicalisé pas mal. Ça peut permettre d'influencer la préparation du congrès de l'USAT où des magouilles se préparent.

Quant à la CGT, cela l'oblige à suivre davantage le mouvement. Ils ne peuvent plus s'opposer de front. C'est déjà ça.

▶ Comment vois-tu l'avenir ?

Je ne sais pas très bien comment ça va se passer. Mais c'est vrai qu'on va être obligé pendant pas mal de temps d'en rester au niveau local. Notamment dans les brigades de nuit pour s'opposer aux repos d'office. On pourra réduire le temps de travail par ce type d'action.

Et puis s'il y a la marche sur Paris, essayer d'y participer de manière offensive pour empêcher que cela devienne une vaste manœuvre de récupération.

**USAT : Union Syndicale Ambulants et Tri.*

Créteil CTA : «On est allé au maximum de ce qu'on pouvait faire, malgré les fédérations».

Propos recueillis par Monique CHERAN

Quelques jours après la reprise au centre de tri automatique de Créteil, nous avons fait le point avec six postiers du centre. Ils sont syndiqués à la CGT et à la CFDT. Comme la majorité des postiers de Créteil CTA, ils sont jeunes. Pourtant, ils ont l'expérience des nombreuses grèves menées dans les PTT, et en particulier à Créteil, ces dernières années. On se souvient par exemple du long mouvement pour les vacataires, parti de Créteil, avec ce qui était devenue *«l'affaire Llamas»*, l'an dernier. C'est bien sûr en rapport avec leurs grèves précédentes, souvent très dures, qu'ils abordent le bilan du dernier mouvement dans les centres de tri de la région parisienne.

Au départ, le mouvement est parti très bas, ici sur Créteil. Il faudrait qu'on voit pourquoi. Quel rôle a joué l'intervention des flics contre les copains du CTA de Trappes ? Quelle possibilité le mouvement avait-il de s'étendre ?

UN MOUVEMENT PARTI BAS

On ne peut pas isoler cette lutte de celles qui se sont menées depuis la création du CTA : par exemple, celle de mai 1977. Dès cette époque, au niveau du noyau combatif, on avait vu la nécessité de l'extension. Avec l'affaire Llamas, le niveau de conscience avait encore progressé. Cette foi, évidemment, l'intervention des flics à Trappes, on ne pouvait pas la laisser passer, c'est une question de solidarité élémentaire. Mais on s'est tout de suite associé à leurs revendications, qui sont les mêmes que les nôtres. Ce qu'il y avait en même temps dans toutes les têtes, c'est les échecs passés. C'est ce qui a fait que le début a été lent. Dans tous les centres, il y avait ce genre de débat : est-ce qu'on peut y aller ? Qu'est-ce qui a renforcé le mouvement ? Ce n'est pas l'intervention des flics à Créteil...

Ce qui a renforcé le mouvement à Créteil, c'est le fait que d'autres centres sont partis, comme Evry. Quand les flics sont intervenus le dimanche soir, le mouvement était déjà au plus haut.

On savait dès le début que l'extension était décisive. Et là-dessus, on n'avait pas tellement d'illusions sur ce que feraient les fédérations. On s'est dit : *«Donnons-nous les moyens ici et sur la région parisienne, les fédés devront suivre»*. Dans un sens, le premier appel des régions correspondait à cette pression dans les centres, surtout en banlieue. L'extension dans les centres parisiens s'est faite surtout à l'initiative des militants CFDT ; les directions CGT essayaient à cette occasion de descendre en flèche la CFDT : *«C'est le recentrage... Ils refusent de participer à la marche sur Paris...»*, et mettaient en avant les journées d'actions à la fin du mois. On a donc vite vu que du côté de la fédération CGT au moins, il n'y avait pas d'illusions à se faire.

EST-CE QUE ÇA VALAIT LA PEINE ?

Très vite, la question s'est posée : *«Est-ce que ça valait la peine de partir ?»*. C'est vrai que les gars demandent des garanties, après tous les échecs dûs à l'isolement des luttes.

C'est bien pour ça que le mouvement est parti bas. Ceux qui ont rejoint la lutte demandaient précisément des garanties. Ils attendaient un peu de voir comment ça tournait dans les autres centres.

Le problème des garanties a été posé partout. On l'a vu par exemple à Issy-les-Moulineaux. Mais le mouvement, c'est à nous de le construire, sinon on ne l'aura jamais...

Le problème réel, il est là. Des garanties de la part des fédérations, en dehors de la lutte, en dehors du rapport de forces que tu construis, il n'y en a pas. On ne peut pas dire comme ça aux fédérations : *«On veut des garanties»*. Elles n'en donneront pas !

18 centres de tri sur 24 en grève en une semaine, c'était quelque chose !

Si le mouvement s'est renforcé, ce n'est pas grâce aux fédérations. Les leçons que les postiers ont tirées au cours des luttes, c'est la nécessité de lutter ensemble. Ce mouvement, ce sont eux qui l'ont construit. Le mot d'ordre des régions a pu aider, à un moment donné. Mais après, il y a eu un blocage.

Cette fois, les gars ont vu clairement les obstacles : le gouvernement, les flics, mais aussi le fait que les fédés ne voulaient pas du mouvement. On a donc fait le maximum de ce qu'il fallait faire pour aller dans le bon sens. Quand on est allé dans d'autres centres de tri, on a vu des gars de Trappes, de Bobigny, d'Issy... qui faisaient comme nous, ils venaient discuter, voir où ça en était. A Créteil, on a aussi diffusé des tracts à la population, on a tiré des affiches...

UN OBSTACLE SURMONTABLE OU PAS ?

Il faut poser le problème au fond. Il y a des copains qui disent : *«Cette fois, on a fait le maximum pour que les fédés appellent. Elles n'ont pas voulu le faire»*. Pour certains, les fédés sont un obstacle insurmontable. Mais ce n'est pas en une fois qu'on y arrivera. Il faut se battre dans nos organisations syndicales sur les acquis de cette lutte.

Un des principaux acquis du mouvement, ici, c'est une progression très importante de la compréhension. Les fédérations sont vues comme un obstacle. Surmontable ? Insurmontable ? Comment peut-on faire ? Cette lutte a prouvé qu'on pouvait construire quelque chose d'important.

Il y a bien sûr un certain décalage entre ceux qui ont participé à toute la lutte, aux AG, aux piquets (ils sont bien 80)... et ceux qui étaient en grève mais ne participaient pas à tout. Il faut discuter particulièrement avec eux. Ils voient beaucoup plus les obstacles, ils ont plus tendance à penser qu'ils sont insurmontables. Mais quand on a suivi toutes les AG, on voit la progression. C'est très différent des luttes précédentes. Les militants avaient beaucoup moins besoin d'intervenir. Ce sont des gars de la base qui ont interpellé les représentants des structures, qui leur ont dit leurs quatre vérités. Il y a même eu des gars du PC qui ont fait des critiques très violentes. Par exemple : *«Dans ma cellule, le secrétaire politique a dit que la grève, il s'en foutait, que ce qui comptait c'est les cantonales»*...

Ils se sont fait attaquer sur l'absence de prise en charge, au niveau de l'information, de l'impulsion...

UNE LARGE PRISE DE CONSCIENCE

Il me semble quand même que ce qui a été surtout vu, c'est que les fédés n'ont pas fait leur boulot. C'est surtout ça qui leur est massivement reproché. Sur la cause de cette tactique, c'est moins net. On leur a, par exemple, reproché leur attitude à la manifestation, ou le fait qu'elles n'ont pas même convoqué de conférence de presse. Mais pourquoi ont-elles fait comme ça ?

Cette fois, il y a eu des choses criantes, qui ont suscité la révolte. C'est un phénomène très large sur le centre. Quand les responsables CGT sont venus après la reprise, pour nous dire qu'il fallait continuer la lutte, ils se sont fait envoyer sur les roses. Les gars ont vu qu'ils venaient pour discréditer les sections syndicales, après la reprise, sur la question des sanctions, et pour nous envoyer à la boucherie, en essayant de faire poursuivre par tous les moyens, quand tout le monde était rentré. Ils voulaient faire porter le chapeau aux sections de Créteil. Mais ça s'est mal passé pour eux...

Les deux fédés ont eu une attitude un peu différente. A la CFDT, ils ont fini par appeler à un mouvement national. Mais il faut voir dans quelles conditions. D'abord, elle a dû tenir compte du rapport de forces à l'intérieur même de la fédération, et d'autre part, elle savait bien qu'elle ne risquait rien, puisque la fédé CGT n'appellerait pas. C'est une surenchère sans grand risque pour elle...

Sur la question des fédés, il y avait des copains qui avaient du mal à comprendre qu'on ne pouvait pas, nous, étendre la grève à la province. On ne peut pourtant pas nier l'importance des fédés dans l'extension d'un conflit. Elles ont d'autres moyens que nous, et pas seulement matériels. Bien sûr, on ne pense pas qu'il suffisait que les fédés lèvent le petit doigt pour que tout le monde parte. Mais quand même, il y aurait eu quelque chose. Si la province n'est pas partie, ce n'est quand même pas parce que les copains de province sont complètement laminés !

REPONDRE AUX INTERROGATIONS

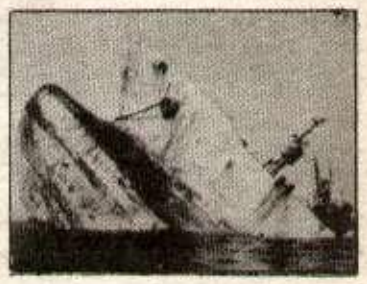
Aujourd'hui, il faut qu'on réponde à toutes ces questions des gars sur le centre. Il y a une combativité qui est restée. Par exemple, tous les grévistes arboraient un triangle rouge, l'autre jour. C'était une sorte de signe de ralliement ! On a gardé notre cohésion, il n'y a pas la division qu'il y avait après les précédents conflits, pas d'animosité entre nous. Les petits chefs n'osent pas trop se manifester pour le moment : l'autre jour, aux PIM (machines de tri), il n'y avait personne pour charger. On a arrêté, ils sont allés chercher des préposés pour charger. En plus, en mutant des grévistes en 17-24, ils ont fait une belle erreur ! On continue à discuter, à se voir...

Aujourd'hui, il faut qu'on renforce nos sections syndicales, sur la base du bilan de la lutte, qu'on continue la bataille là-dessus dans les syndicats. En même temps, il faut qu'on renforce les liens avec les non-syndiqués, qui ont été actifs, qu'on multiplie les explications en AG de grévistes. Aujourd'hui, on est passé à un stade plus favorable, même si on ne pense pas que tout est réglé et qu'il n'y aura pas de problèmes pour repartir. Mais on est sur des bases plus solides, qu'il faut encore renforcer.

Un reportage du Quotidien du Peuple

Un an après la marée noire de l'*Amoco Cadiz*

Les travailleurs de la mer attendent leurs indemnisations



LES PROMESSES ONT PRIS LE LARGE

Reportage de Pierre CHÂTEL

La Bretagne, délaissée par les grandes industries dans le souci gouvernemental d'en faire une «terre à touristes», subissait un grave préjudice, dans la nuit du 16 mars 1978 avec l'échouage du super-pétrolier libérien *Amoco-Cadiz*. Ses 230 000 tonnes de pétrole inondaient les côtes, pénétraient dans les «abers», portant un rude coup aux activités traditionnelles, souvent à caractère familial, comme la pêche (poissons et crustacés), l'ostréiculture, la collecte des algues.
Devant l'ampleur du nouveau drame qui frappait leur pays, les Bretons se révoltaient, repoussant les propos et promesses démagogiques du pouvoir, dont le seul but était de maintenir le calme. Un an après la catastrophe, rien n'est encore réglé, comme d'ailleurs s'y attendaient la majorité des victimes. Deux mois après que l'*Amoco* se soit éventré sur les rochers de Portsall, un goémonier nous rapportait ainsi le sentiment général : *«Ce que nous voulons, ce sont des engagements, pas des promesses, pas des discours ! Des promesses, il y en a eu trop. Toutes les promesses qu'ils ont faites au début, ils n'en parlent plus. Ils commencent à oublier !»*. Et les travailleurs de la mer savaient de quoi ils parlaient, puisque l'une des promesses non tenues est pour une part à l'origine du drame : c'était celle, après l'échouage du *Torrey-Canyon* en 1967, d'équiper la côte de radars puissants et de repousser les rails de navigation...

L'échouage de l'*Amoco*, et l'épandage de ses 230 000 tonnes de pétrole, se sont faits à un endroit crucial pour les activités maritimes traditionnelles de la Bretagne-Nord. Brisé sur les rochers de Portsall, à la pointe du pays du Léon, *l'Amoco-Cadiz* voyait sa cargaison poussée par les vents et les courants vers les lieux où les pêcheurs et les goémoniers, disposant de peu de moyens, avaient l'habitude d'exercer leurs activités...

Dans la baie de Portsall, à l'abri des vents et des lames, quelques bateaux de pêche sont paisiblement ancrés. Essentiellement de petites embarcations, pour la pêche côtière. On part avec une marée, on revient avec l'autre. Justement, la mer est haute et étale ; un pêcheur rentre, poussant à la godille la petite barque où il a déposé le fruit de son travail. Sur la rampe qui plonge dans les vagues, il dépose son panier. Il n'est guère plein. Un maquereau, trois, quatre bars. *«Il n'y en a pas de trop !»* déclare-t-il, en accentuant d'un froncement de sourcils les rides de son visage buriné par les embruns. *«C'est pas avec ça que l'on peut faire des folies. Quant à leurs indemnisations, ils reviennent sur leurs promesses»*, répond le marin à mes questions.

LE PIEGE

Le problème des indemnisations pour les petits pêcheurs, ceux qui ne disposent que d'une barque de trois mètres notamment, est loin d'être résolu. Toujours est-il que les pêcheurs ne sont pas prêts de se contenter de la solution préconisée par le gouvernement. A l'origine, alors que la colère bretonne éclatait, Giscard et Becam avaient promis aux victimes de la marée noire une indemnisation, qui déjà ne les satisfaisait pas : 1240 francs par quinzaine d'immobilisation, indemnité complémentaire calculée sur les résultats des années 76 et 77 et suspension des cotisations de Sécurité sociale... En fait pour les pêcheurs c'était le piège : *«Quand le gouvernement a pris ses positions»*, explique Didou, du comité local de pêche de Brest, *«il a pris comme base pour calculer l'indemnité de manque à gagner, des déclarations de revenus des années précédentes (76-77). Or toute la philosophie du texte du 1er mai, qui porte sur l'indemnisation, était d'assurer un revenu de 78 identique à celui de 76-77, corrigé par le coût d'augmentation de la vie (indice officiel INSEE). Mais comme nos gars ne déclarent pas leurs revenus...»*.

Depuis toujours les pêcheurs jouissaient en effet d'un privilège qui les dispensait de faire des déclarations de revenus et étaient donc exonérés de l'impôt du même nom. Faveur toute politique, contre laquelle la droite obtenait quelques voix. Mais ici le privilège se retourne contre ses bénéficiaires. Sur le quartier de Brest, qui compte 839 inscrits maritimes, seuls 11 ont déposé la demande d'indemnité complémentaire. Les autres ne pouvaient certainement pas présenter ces fameuses déclarations... La réponse du gouvernement nous éclaire sur sa mentalité : *«Vous n'allez pas vous plaindre de la paix fiscale dont vous profitez depuis des années»*...

UNE ANNEE CREUSE

Une femme, de pêcheur de Portsall, Mme Bramoulé, nous expose sa situation : *«Jusqu'à présent nous avons reçu quatre fois 1240 francs, que tous les pêcheurs ont touchés»*. Lorsque je lui demande si elle s'estime suffisamment indemnisée, si ce n'est pas trop «juste», elle s'exclame : *«C'est juste ! Oh là là oui ! Parce que cette année, il y a beaucoup moins de pêche. Beaucoup, beaucoup moins ! Au mois de mai, habituellement on gagne un peu, c'est le moment des araignées, des tourteaux (crabes) ; mais cette année, il n'y en a pas eu ! Cette année, on n'a rien fait. Rien ! Et nous comptions sur ces mois pour une rentrée d'argent... Parce que d'habitude nous pêchions jusque là où l'*Amoco *s'est échoué. Alors là, évidemment, pas question !»*.

Au moment du drame, M. Bramoulé pêchait avec une barque de trois mètres. En mai 76, il achetait un bateau *«de six mètres et quelques»*. *«Si bien que pour ma déclaration de 76, je n'ai pas eu de chance. Parce qu'avec son petit bateau»* explique madame Bramoulé, *il ne faisait même pas l'argent de son rôle (licence obligatoire) ni de ses frais»*. En fait, beaucoup de pêcheurs de la côte ne disposent que d'une petite embarcation qui ne leur permet pas de changer de lieu de pêche ; pour eux, ce sont des résultats misérables. Pour ceux qui peuvent, ils vont maintenant *«jusqu'à Molène, Ouessant»*. C'est, en contrepartie d'une meilleure pêche, des heures de trajet supplémentaires, des frais de gas-oil en plus...

*«L'hiver c'était la tempête, après c'était l'*Amoco. *Cette année, c'est dur ! Pour celui qui n'a pas de retraite, c'est vraiment dur !»* nous dit Mme Bramoulé. (Quelques pêcheurs sont en effet des retraités de la Marine nationale ou de la Marine marchande).

DES DONS FANTÔMES

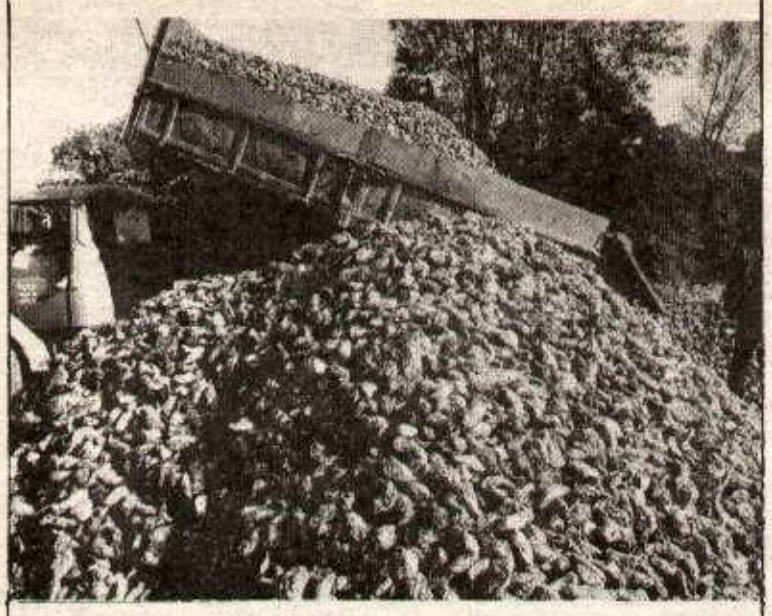
En somme, les craintes exprimées lors de la catastrophe sont vérifiées, les indemnisations sont des aumônes. Reste le problème des dons, qui dans un élan de solidarité, avaient afflué vers les régions sinistrées. A combien sont-ils estimés ? Que deviennent-ils ? Les pêcheurs ne le savent pas. *«Je ne sais pas ce qu'ils en ont fait, des dons»* est la réponse qui vient à la question. *«On a eu 600 francs (500 pour les célibataires) et pour ceux qui ont des enfants, 500 francs pour la Noël. Autrement il y a des millions anciens, je ne sais pas où ils sont passés !»* m'explique-t-on. *«Ils les gardent. Je ne sais pas ce qu'ils vont en faire. Ça a été versé pour les pêcheurs, mais c'est dans une banque. Il paraît que c'est pour arranger les routes, puisque c'est tout défoncé avec les camions de la marée noire. Mais ce n'est quand même pas à nous de réparer les routes !»*. L'indignation est chez tous les pêcheurs. Le maire, quant à lui, a une autre explication : *«Si la pêche ne donne pas, peut-être que les pêcheurs seront dédommagés avec ces dons...»*.

Davantage de travail...

Les goémoniers pour leur part sont indemnisés selon les mêmes modalités que les pêcheurs. Mais pour les uns et les autres, l'acompte trimestriel (avril - mai - juin 1978), prévu pour compenser la perte due à l'immobilité du matériel pendant cette période, a été arbitrairement rabaissé à 75 % de son montant. Cet acompte aurait normalement dû être versé en juillet. Or le gouvernement, sur la base des «sorties expérimentales», et sur la base des récoltes des goémoniers, plus importantes cette année, l'a tout simplement réduit, reniant ainsi les engagements pris au mois de mai. Mais si des goémoniers et certains pêcheurs ont pu faire des récoltes plus importantes, c'est au prix de plus amples sacrifices. Du matériel renouvelé et modernisé, de nouveaux lieux de récolte pour les goémoniers, une augmentation du nombre de navires, des heures de travail en plus. Mais pour les travailleurs qui récoltent les algues, il y a, cette année, cette innovation qui consiste dans le traitement de leur récolte «en vert». C'est-à-dire que les usines qui traitent habituellement les algues, l'ont fait cette fois-ci sans attendre qu'elles soient sèches. C'est ainsi que les goémoniers ont pu passer plus de temps en mer. Toutefois, pour ceux d'entre eux qui n'ont pu, faute de matériel, s'éloigner des lieux pollués par l'échouage de l'*Amoco*, la récolte a été bien inférieure à celle des années précédentes. Aussi, les pêcheurs et les goémoniers ont-ils décidé d'entreprendre une série d'actions pour que le gouvernement respecte ses engagements !

***Les dons** (chiffres officiels) :*
En novembre 1978, ils atteignaient 9,15 millions dont :
— 6,5 millions ont été versés au département du Finistère
— 1,350 million a été réparti à titre de secours aux pêcheurs et goémoniers et autres personnes sur la base de dossiers instruits par des commissions muncipales
— 205 000 francs versés à titre d'avance (aide aux entreprises)
— 180 000 francs reversés directement aux communes.

L'ostréiculture se meurt



Des milliers de tonnes d'huîtres détruites.

Un autre secteur qui a subi de façon catastrophique les attaques du pétrole, est l'ostréiculture. Déjà affaiblie par de précédentes marées noires et une maladie, la culture des huîtres a reçu un coup dont elle aura énormément de mal à se remettre ; elle devra même disparaître dans certains endroits, faute d'une politique réaliste du gouvernement. Les «abers», ces fjords bretons, ont été une proie facile pour le pétrole. Les barrages gonflables se sont lamentablement envolés, le pétrole a pu alors pénétrer tout à son aise dans les vases et autres dépôts qui forment les fonds des «abers». Les huîtres étaient irrémédiablement perdues, l'élevage compromis pour plusieurs années, le temps que les fonds puissent éliminer le pétrole. Pour les quelques dizaines de tonnes qui avaient pu être déménagées vers des élevages du Sud de la Bretagne, le pouvoir «concédait» le remboursement des frais occasionnés. Quant aux autres, elles étaient détruites sous la surveillance des Affaires maritimes. Des dizaines et des dizaines de tonnes d'huîtres ont ainsi été détruites. Là aussi les engagements ne sont pas respectés. Les remboursements des stocks ainsi détruits devaient initialement se monter à 11 millions de francs, ils n'ont été que de 7 millions de francs. Pour les ouvriers ostréicoles, ils perçoivent normalement une indemnité de salaire de 90 % ; pour les patrons ou les entreprises familiales, dans la mesure où ils étaient «inscrits maritimes» (dans cette branche très peu le sont), ils ont touché les fameux 1240 francs d'indemnité par quinzaine. La destruction des stocks se poursuit encore. L'ostréiculture ne sera bientôt plus qu'un souvenir, les chômeurs plus nombreux...

Dimanche 18 mars : 1er tour des cantonales

La campagne électorale pour les élections cantonales qui ont lieu ce dimanche aura été une des plus ternes qu'on ait connue depuis longtemps. Ce qui n'est pas peu dire s'agissant de ces élections au faible enjeu politique. En mars 1976, les cantonales avaient suscité un intérêt plus important ; il est vrai qu'il s'agissait alors des premières élections d'ampleur depuis les présidentielles de 1974, et qu'elles ouvraient un cycle qui allait se poursuivre par les municipales en 1977, et les législatives en 1978. Cette année, rien de tout cela ; au contraire c'est vers les élections européennes du 10 juin prochain que sont tournés tous les regards.

On aurait pu au moins s'attendre à ce que la dernière semaine avant le scrutin voit la campagne électorale prendre le devant de l'actualité. Il n'en a rien été. Les politiciens bourgeois se sont affairés autour de leur session extraordinaire de l'Assemblée (plus d'une centaine de députés candidats ont même déserté leurs cantons pour la circonstance), et les masses se sentent plus concernées par le chômage et la lutte des travailleurs de la sidérurgie, que par les cantonales. Celles-ci sont ainsi remises à leur juste place.

Les résultats que nous allons connaître dimanche soir ne sont pas pour autant totalement dénués d'intérêt. Pour minime qu'il soit, l'intérêt des cantonales existe, ne serait-ce qu'à cause des pouvoirs budgétaires dont dispose l'assemblée départementale (voir QdP du 24-25 février).

C'est pourquoi nous présentons ci-dessous les résultats qu'il faudra surveiller dimanche soir.

LES RESULTATS QU'IL FAUDRA SURVEILLER

Par Nicolas DUVALLOIS

I - Quel taux d'abstention ?

Premier chiffre à surveiller : celui des abstentions.

Traditionnellement, celles-ci sont extrêmement importantes lors des cantonales. Les derniers scores le prouvent.

Septembre 1967 : 42,67 % d'abstentions.
Mars 1970 : 38,96 % ;
Septembre 1973 : 46,6 % ;
Mars 1976 : 34,74 %.

Le chiffre record de 1973 s'explique par le fait qu'il y avait la même année des élections législatives. On peut logiquement s'attendre à un pourcentage d'abstentions situé entre 35 et 45 %. Au-delà, il y aurait une signification politique évidente : une désaffection accrue des masses pour ce genre de joutes politiciennes.

II - Où en est la gauche ?

Deuxième résultat à surveiller : les scores globaux de chaque parti, qu'on ne connaîtra vraisemblablement que dans la journée de lundi. La spécificité des cantonales rend inopérante toute comparaison avec les législatives de l'année dernière. Il y a un an, l'essentiel des voix se répartissaient entre les quatre grands partis bourgeois : UDF, RPR, PS et PCF ; pour les cantonales, les voix se dispersent plus du fait de la présence des notables dits «apolitiques», ou «modérés». Il faut ajouter à cela que certains partis, comme le RPR, auparavant UDR, se sont longtemps désintéressés des cantonales, et que leur score s'en est ressenti. **Même s'ils tentent de rattraper leur** retard, ils partent de bas, et il faut en tenir compte. Les comparaisons ne peuvent donc s'établir qu'avec les cantonales de mars 1976, dont les résultats étaient les suivants :

UDR : 10,6 %
Républicains indépendants : 8,5 %
Centristes : 6,7 %
Divers modérés : 13,9 %
PCF : 22,8 %
PS : 26,5 %
Divers gauche : 3,9 %

Malgré le désintérêt marqué des électeurs, les grands partis bourgeois ont développé une intense campagne : tous les leaders, Chirac, Lecanuet, Marchais, Mitterrand et les autres, ont sillonné les cantons, serrant des mains et offrant des verres. Chacun a un intérêt précis pour ces cantonales. Le PS, en obtenant plus de 26 % des voix en 1976, était apparu, et de loin, comme le premier parti de France. Une baisse de son score ne pourrait qu'être interprétée comme un début de désaffection de ses électeurs devant les divisions internes apparues depuis quelques mois. Si le PS obtient moins de 25 % des voix cela aura d'évidentes conséquences internes moins d'un mois avant le congrès de Metz. Le PCF, lui, fait tout pour montrer que son recul des législatives partielles, à l'automne 1978, n'était que conjoncturel. Il espère maintenir son score, et peut-être même l'améliorer en misant sur sa présence, très électoraliste, dans les luttes. Moins de 22,5 % des voix serait ressenti par lui comme un échec.

III - Les 15 points chauds

Au niveau du canton, la différence entre un conseiller général de la majorité et un autre de l'opposition n'existe pour ainsi dire pas. Là où les choses commencent à se politiser, c'est quand il s'agit d'élire le président du conseil général. En principe, celui-ci, élu, est censé représenter la population du département face au préfet, désigné par le gouvernement. Les partis accordent une importance certaine à ces présidences, espèces de tremplin pour qui veut «tenir» un département. Actuellement, la répartition des présidences est la suivante : l'UDF en tient 30, le RPR 11, les «modérés favorables à la majorité» 14, le PCF 3, le PS 25, le MRG 7, et les «divers gauche» 5.

Quinze départements sont à suivre tout particulièrement, car la majorité du conseil général peut être modifiée.

Dans douze cas, la gauche peut profiter des résultats des 18 et 25 mars pour ravir à la droite la présidence de l'assemblée départementale.

A droite, l'UDF a mis le «paquet». Elle espère capitaliser les voix de tous ces «modérés», qui cette année sont nombreux à se présenter sous son étiquette. Même raisonnement au RPR, qui se présente comme tel dans 940 cantons. Les stratèges du RPR espèrent approcher la barre des 15 %, ce qui n'est plus arrivé aux gaullistes depuis 1970.

Citons brièvement ces douze cas :

• En Saône-et-Loire, Malaud, ancien ministre de Pompidou, doit sa présidence à la présence de quelques radicaux qui penchent tantôt à droite, tantôt à gauche. Plusieurs de ceux-ci peuvent être battus, faisant pencher définitivement le conseil général à gauche. Une bonne chance pour le PS.

• En Seine-et-Marne, la gauche détient déjà la majorité, mais c'est le centriste Dailly qui est président. Il risque fort d'être battu dans son propre canton. Divisée sur l'attitude à adopter face à Dailly, la gauche se retrouverait unie en son absence. Là encore, c'est le PS qui peut prendre la présidence.

• Dans l'Aisne, la poussée de la gauche, sensible depuis 1976, peut menacer la place de président détenue par Monique Pelletier, Secrétaire d'État. Si la gauche gagne la majorité, le PCF a de petites chances d'accéder à la présidence de ce département.

• En Haute-Saône, il y a actuellement 15 conseillers de gauche, et 14 de droite. Si la droite tient la présidence, c'est dû essentiellement au jeu de bascule pratiqué depuis de très longues années par l'ancien MRG Maroselli. Or, celui-ci ne se représente pas. Selon toutes probabilités, le PS prendra ce département.

• En Meurthe-et-Moselle, le département de Longwy, la droite dispose de 19 sièges, et la gauche de 18. La gauche va très certainement devenir majoritaire, mais reste à savoir qui sera président du conseil général : le PCF a théoriquement le plus de chances, mais la désunion de la gauche peut amener quelques socialistes à faire un autre choix.

• Dans le Val d'Oise, la gauche doit logiquement effectuer une percée, facilitée par les divisions entre UDF et RPR. Le PS a la quasi certitude de s'emparer de la présidence du conseil général.

• Dans l'Oise, l'ancien fief d'Hersant et de Dassault, l'évolution vers la gauche constatée depuis plusieurs années doit se poursuivre, donnant au PS une nouvelle présidence.

• Dans la Somme, c'est le PCF qui a toutes les chances de ravir la présidence à l'ancien ministre de la IVe, Max Lejeune. Il compte déjà trois députés sur cinq, et s'appuie sur son implantation à Amiens et dans la périphérie.

• Dans l'Ardèche, c'est à Annonay que se fera la décision. Le PS essaye de s'appuyer sur les luttes contre les licenciements, développées par les tanneurs, pour faire reculer la droite, et peut-être même prendre la présidence du conseil général.

• Dans les Ardennes, la gauche tient 17 sièges, contre 19 à la droite. Profitant là encore du chômage et des luttes, le PS a toutes les chances de refaire son retard et de devenir majoritaire.

• En Corrèze, la compétition prend un intérêt tout particulier, dans la mesure où le président sortant n'est autre que... Chirac. Le chef du RPR tente de faire élire sa femme et sa secrétaire. Ce ne sera peut-être pas suffisant dans un département où la gauche dispose déjà de 14 sièges sur 30. Comme on peut s'en douter, les giscardiens ne font que très mollement campagne en faveur de Chirac. La perte de présidence par le chef du RPR serait un événement politique.

• Enfin, dernier département où la droite peut perdre la majorité, le Lot-et-Garonne. En fait, la gauche est déjà majoritaire, mais le président du Conseil général, François-Poncet, par ailleurs ministre des Affaires étrangères, a toujours pu compter sur quelques voix radicales de gauche. Il semblerait que ce soit plus difficile cette année, et le protégé de Giscard pourrait mordre la poussière.

A l'inverse, la gauche peut perdre trois départements :

La Sarthe, où ce sont des «socialistes indépendants», étiquette très floue, qui feront la décision ; la Savoie, où gauche et droite sont à égalité aujourd'hui, avec cependant un président socialiste ; et l'Essonne où Lakota, du PCF, n'est pas assuré de retrouver son fauteuil. Dans ce dernier cas, les reports de voix au second tour seront décisifs.

Au total, on peut s'attendre à ce que les partis de gauche continuent leur percée de 1976. Rappelons que cette année là, les partis du défunt Programme commun avaient ravi plus de 200 cantons à la droite. En 1973, ils disposaient de 28 présidences de conseils généraux ; en 1976, ils en avaient 40 ; ils pourraient en avoir cette année 50, soit plus de la moitié des 95 départements. Cela aura quelques conséquences : d'abord, dans une région, en Picardie, la gauche peut s'emparer de la présidence du conseil régional. Ensuite, il faut savoir que les conseillers généraux fournissent une bonne partie des «grands électeurs» qui élisent... les sénateurs ! A terme, la poussée de la gauche aux cantonales peut amener une évolution dans la composition du Sénat. Enfin, en accroissant son tissu de notables départementaux, la gauche entend être en meilleure position pour préparer... les législatives de 1983. Car les états-majors des partis bourgeois y pensent déjà...

L'appartenance politique des présidents de conseils généraux, après les élections de 1976.
(DG : divers gauche. DMF : modérés favorables à la majorité).

La RFA et la crise

L'ALLEMAGNE DU CHÔMAGE

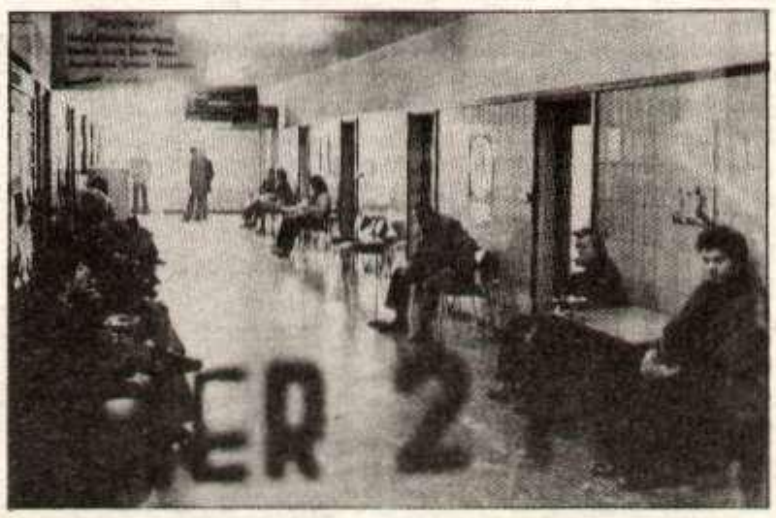
Par Anne Rhein

• Les dirigeants allemands peuvent difficilement se targuer aujourd'hui de disposer d'un «consensus social» à toute épreuve. Les derniers conflits en date, particulièrement dans la sidérurgie, qui ont marqué un net essor des luttes ouvrières, sont sans doute les plus importants de l'après-guerre, en Allemagne de l'Ouest. A la base de ces conflits, il y a bien sûr l'aggravation de la crise qui, depuis 1974, n'épargne aucun pays de l'Europe de l'Ouest. L'Allemagne, le «géant économique», le pays fort d'une économie en toute apparence florissante, n'y échappe pas. Là aussi, le capitalisme restructure pour garantir ses profits, avec parmi les conséquences, une forte croissance du taux de chômage.

1 170 000 chômeurs ont été enregistrés au mois de janvier cette année, soit 5,1 % de la population active, et derrière ce «seuil du million» dont nous parlent les dirigeants politiques allemands et les agents de l'Office fédéral du Travail (pour eux il s'agit de rabaisser les statistiques pour que l'on reste «au-dessous du seuil»), se cachent des chiffres bien plus importants. On estime à 750 000 au moins le nombre des chômeurs qui ne sont même pas enregistrés par une des 146 agences fédérales de l'emplois. Parmi eux notamment les jeunes sortant des Hauptschulen (l'équivalent des CET), les femmes à la recherche d'un emploi à temps partiel, les handicapés, les travailleurs âgés..., sans mentionner les travailleurs immigrés renvoyés massivement dans leur pays et dont le nombre est passé, entre 1973 et 1976, de 2,6 à 1,9 million : autant d'indemnités chômage économisées, et de statistiques «assainies» !

En 1972, le nombre de chômeurs en RFA s'élevait à 250 000 ; il a doublé en 1973 et atteint le million en 1975. Depuis, et malgré tous les efforts qu'a faits la bourgeoisie ouest-allemande pour faire paraître le chômage comme une donnée passagère et purement conjoncturelle, les chiffres officiels ont toujours été soit proches, soit au-dessus du million.

C'est la restructuration capitaliste qui a fait que, ces dernières années, des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés jetant les travailleurs à la rue, réduisant d'autres à des emplois moins qualifiés et moins payés, renforçant l'intensification du travail. 42 000 emplois ont été supprimés dans la sidérurgie depuis 1974, 50 000 autres suppressions sont prévues pour les cinq années à venir. Ce qui fait que dans les régions qui vivent avant tout de l'industrie sidérurgique, le taux de chômage est nettement supérieur à la moyenne nationale ; il atteint 30 % dans certains endroits de la Sarre. Dans la chimie, 30 000 emplois ont été supprimés depuis quelques années, 10 000 sur les chantiers navals depuis 1970 où en même temps le chiffre d'affaires réalisé par travailleur a augmenté de 139 %. Rationalisations et licenciements massifs dans le Livre où, selon une enquête du syndicat des imprimeurs, 79 % des investissements servent uniquement à des mesures de rationalisation. Dans le textile, le nombre de salariés s'est réduit d'un quart pendant la dernière décennie, alors qu'il doublait dans le même temps dans les entreprises allemandes installées dans des pays où la main d'œuvre est moins chère.



Agence pour l'emploi : l'attente

CHÔMAGE DES FEMMES ET TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Dans les statistiques du chômage, la proportion de femmes est particulièrement élevée. Cependant, une frange importante des femmes cherchant un emploi n'y figure pas : celles qui recherchent un travail à temps partiel pour moins de 20 heures par semaine. Elles doivent être nombreuses, comme l'indiquent les chiffres : en avril 1977, on a relevé 2,8 millions de femmes travaillant à temps partiel, dont 1,3 million seulement, parce qu'elles travaillent au moins vingt heures par semaine, ont droit à l'allocation chômage. Le nombre des femmes qui ne peuvent pas travailler à plein temps va en croissant ; ainsi dans le service public, 55 % des ouvrières sont employées à temps partiel.

Le travail des femmes à temps partiel présente l'avantage indéniable pour les capitalistes que, d'une part, il est extrêmement bon marché (et même nettement en-dessous des bas salaires dans le textile par exemple), et que, d'autre part, le licenciement de ces femmes n'encombre ni les statistiques, ni les caisses de l'Office fédéral du travail.

Être chômeur en RFA

Les travailleurs licenciés et qui réunissent les qualités nécessaires pour pouvoir s'inscrire dans une agence pour l'emploi (avoir moins de 65 ans, être disponible immédiatement, ne pas être incapable de travailler «pour cause de maladie», chercher un emploi pour une durée de plus de 3 mois et pour au moins 20 heures par semaine) touchent 58 % de leur dernier salaire net. Mais (même les enquêtes officielles ne le cachent pas) les conditions d'inscription ainsi que les multiples mesures prises par l'Office fédéral du travail (voir ci-dessous) font que le nombre de ceux qui touchent une allocation chômage ne cesse de diminuer. Selon une enquête de l'Office fédérale des statistiques, être sans emploi signifie pour 25 % des chômeurs (et pour un tiers des femmes) ne rien toucher du tout. Plus de la moitié des chômeurs enregistrés officiellement touchent moins de 600 DM (soit 1 200 F) par mois. Et si le gouvernement fédéral ne peut se permettre pour l'instant de toucher aux 58 % d'indemnité chômage, la baisse constante des salaires réels fait baisser également les allocations des chômeurs.

Un chômeur sur quatre (et deux immigrés sur trois !) sont au chômage depuis plus de 12 mois. Les statistiques parlent d'une augmentation des «groupes de personnes qui font problèmes» : jeunes, femmes, personnes âgés, handicapés, immigrés, mais aussi les travailleurs sans formation accomplie (50 % des chômeurs n'ont pas fini leur formation contre 6 % dans la population active) et les personnes «affectées de problèmes de santé» dont le nombre est évalué à un tiers environ des chômeurs.

Le chômeur qui, au bout d'un certain temps, est réintégré dans le processus de production, ne doit pas seulement s'attendre à être embauché au-dessous de sa qualification (50 % des O.S. ont une formation professionnelle complète !), mais aussi à être payé moins et à faire ainsi pression sur le niveau salarial de la main d'œuvre. Souvent les anciens chômeurs sont embauchés pour un salaire horaire inférieur d'au moins 2 DM par rapport au reste du personnel.

LA LOI SUR L'«ENCOURAGEMENT A L'EMPLOI»

Depuis que le chômage est devenu une donnée aussi importante en RFA, la bourgeoisie ne fait que réduire massivement les prestations des agences pour l'emploi : en augmentant les cotisations pour les caisses de chômage, en introduisant les «périodes d'essai» pendant lesquelles le travailleur ne touche que l'indemnité chômage alors que tous les «frais nécessaires» sont remboursés au patronat, en décrétant des «temps de suspension du versement des allocations» dans les cas où le chômeur refuse un emploi «convenable» : 300 000 «temps de suspension» — période pendant laquelle les chômeurs ne touchent rien du tout — ont été ainsi décrétés en 1978.

En précisant la notion du «travail convenable», le nouveau projet de loi sur l'encouragement à l'emploi appliqué depuis août 1978 fait de ces «périodes de suspension» une arme puissante dans la main des capitalistes contre les chômeurs et toute la classe ouvrière. Sur la base de cette loi, le chômeur est contraint de s'adapter *«dans l'intérêt d'une cessation prochaine de son chômage... dans une très large mesure aux besoins du marché du travail»* sous peine de se voir rayé des listes des chômeurs. Et plus le chômage dure, plus les droits des chômeurs seront restreints : *«Le nombre d'emplois considérés comme convenables augmente avec la durée du chômage»*. Cela signifie concrètement l'obligation pour les chômeurs d'accepter un emploi nettement en-dessous de leur qualification (et effectivement, une réduction du salaire de 400 DM (plus de 800 F) est quasiment la règle pour plus de deux tiers des anciens chômeurs) : cela signifie aussi, souvent, travailler dans des conditions qui ne permettent de rentrer que pour le week-end ; accepter un emploi à plein temps quand on recherche un travail à mi-temps, ou travailler à temps partiel quand on a demandé un travail à plein temps.

Imprimeurs en lutte : «Pas un seul licenciement !»

Le renouveau des luttes

La campagne engagée par la bourgeoisie ouest-allemande contre ceux «qui ne veulent pas travailler» convainc peu, le chômage se trouve de plus en plus au centre des luttes ouvrières. Alors que la bourgeoisie fait tout pour baisser le prix de la main d'œuvre et renforcer sa mobilité, les travailleurs, confrontés aux licenciements massifs dûs à la restructuration capitaliste cherchent, dans leurs luttes (comme on a pu le voir dans la dure lutte des sidérurgistes de la Ruhr), les moyens pour s'unir et lutter efficacement contre le chômage.

On a assisté ces derniers temps en RFA à un renouveau des luttes qui doivent leur importance et la nouvelle dimension politique qu'elles ont acquises non seulement à leur durée et leur combativité, mais également à un type nouveau de revendications. Pendant la lutte des dockers, des imprimeurs, des métallos au printemps 1978, lors de la grève la plus importante sans aucun doute, celle des sidérurgistes cet hiver, ce n'était pas seulement, comme par le passé, la lutte contre la baisse du pouvoir d'achat qui était en jeu, c'était, expressément, une lutte contre les conséquences de la restructuration capitaliste, contre les licenciements massifs, le chômage, l'intensification du travail.

Une revendication notamment a uni dans une très large mesure les travailleurs ouest-allemands : celle de la semaine de 35 heures, revendication imposée aux directions syndicales lors du congrès de l'IG Metall et du congrès du DGB, les dirigeants syndicaux ayant préféré jusque-là s'en remettre, *«pour une avance décisive sur le secteur de l'emploi»* à de *«nouvelles initiatives et décisions courageuses»* du gouvernement fédéral. Les trahisons de l'IG Metall ont fait que la revendication des 35 heures a été abandonnée dans les accords conclus avec les patrons de l'acier comme avec ceux de la métallurgie. Mais les directions syndicales n'ont pu empêcher que la lutte pour les 35 heures se mène avec une combativité exemplaire, que les sidérurgistes trouvent de nouvelles formes de luttes brisant partiellement le cloisonnement dans lequel l'IG Metall voulait maintenir les travailleurs en grève. Et aujourd'hui, deux mois après le «compromis» négocié dans la sidérurgie, le calme n'est aucunement revenu dans les aciéries. Ça discute ferme, et le mécontentement se fait de plus en plus public, comme le montrent les résolutions des délégués syndicaux de Mannesmann-Huckingen, Thyssen-Hamborn, Opel-Bochum. *«Nous qui avons mené cette grève savons que la décision de la direction de l'IG Metall de laisser tomber la revendication des 35 heures signifie en même temps : feu vert pour la suppression de 50 000 autres emplois dans la sidérurgie de Nordrhein-Westfalen»*, déclarent ceux de Thyssen-Hamborn. Certes, le fait que toutes ces résolutions et donc une frange importante des sidérurgistes de la Ruhr réclament le remplacement de Herb (dirigeant syndical en Nordrhein-Westfalen) et de Loderer (chef de l'IG Metall) exprime encore certaines illusions réformistes. En revendiquant en même temps l'éligibilité des dirigeants syndicaux et l'obligation pour eux de s'en tenir aux décisions des congrès syndicaux, les syndicalistes soulignent aussi que des victoires dans la lutte contre les licenciements massifs et l'exploitation capitaliste ne peuvent être obtenues qu'indépendamment et contre les directions syndicales prônant la collaboration de classes, et en comptant sur la force des syndicalistes de base.

Un mois après la chute du Shah

OÙ VA L'IRAN?

La position de militants du mouvement islamique ▪ 2 ▪

Une enquête de Frank Roussel

■Dans le cadre d'une série d'interviews de personnes représentatives des forces qui ont contribué au renversement du régime du Shah, nous avons commencé hier la publication d'une interview que nous ont accordée trois militants du mouvement islamique, se réclamant de Khomeiny et de l'économiste Bani Sadr.

Estimant pouvoir trouver dans l'Islam une réponse aux problèmes contemporains de l'Iran, ils donnent un aperçu de leur conception de la société et de la politique étrangère. Comme l'ensemble du mouvement populaire qui s'est dressé contre la tyrannie du Shah, ils refusent la domination économique et culturelle de l'Occident. Pour eux, la référence à l'Islam est une façon d'exprimer ce rejet. Dénonçant l'injustice sociale, nourrie par les liens de dépendance à l'égard de l'impérialisme, aspirant à une réduction des inégalités et de la corruption, ils envisagent en même temps la naissance soudaine d'une «société sans classes», décrétée par Khomeiny. Opposés à la conception de la femme-objet qui a cours dans les sociétés occidentales, ils défendent dans le même temps une certaine conception de la «femme au foyer». Au-delà de leur vision des relations sociales, ils affirment leur espoir dans l'affirmation de l'indépendance de l'Iran.

Une manifestation de Khomeinystes. USA et URSS hors d'Iran !
C'est une des significations de la banderole.
Mais, la faucille et le marteau sont aussi le symbole de l'alliance ouvriers - paysans, et du communisme....

▶ **Des manifestations de femmes aussi ont été prises à partie par des éléments religieux. Comment envisagez-vous le rôle de la femme dans la nouvelle société iranienne ?**

Il y a certains éléments fanatiques. Et il y a les habitudes contraires à la démocratie, à la liberté d'expression, prises sous le régime du Shah. En ce qui concerne le rôle des femmes, d'abord nous avons annoncé que les femmes peuvent être candidates à la présidence de la République. D'autre part, à la campagne, les femmes ont toujours participé à la production, car le système économique a toujours été basé sur le travail collectif. Désormais, dans la nouvelle société iranienne, les femmes de même que les hommes n'auront pas le même rôle. Les femmes qui travaillent pourront s'exprimer sur leurs problèmes spécifiques. Nous pensons favoriser le travail des femmes, mais pour nous, la production ne se limite pas aux marchandises.

Pour nous, qu'une femme éduque bien son enfant c'est plus important que si elle fabriquait un objet. L'accouchement, le fait d'avoir un enfant, et de l'élever sont une production supérieure à celle d'un objet quelconque. La femme a un grand rôle dans l'éducation des enfants. Et il faut qu'elle étudie, qu'elle aille à l'université, il faut qu'elle participe aux affaires politiques pour être maîtresse de son destin.

— En raison du fort taux de chômage qui touche déjà les hommes, je ne vois pas l'intérêt d'inciter les femmes iraniennes à aller travailler, les femmes iraniennes peuvent rester à la maison, s'occuper des enfants. De toute façon, il y a un travail à faire à la maison, cela on ne peut pas le nier, les enfants doivent être gardés. Je propose que les femmes pour l'instant, qui ne participent pas encore à la production restent à la maison et n'aggravent pas encore la situation, étant donné qu'il y a pas mal de chômeurs. Si par la suite on décide qu'il faut faire participer les femmes plus largement aux activités économiques du pays, je n'y vois pas d'inconvénient. Si un groupe de femmes émet des revendications sur l'égalité avec les hommes, il faut régler le problème. S'il y en a qui veulent garder une vie traditionnelle et c'est pratiquement le cas pour 90 % d'entre elles, je n'y vois pas d'inconvénient.

— Il faut que les choses changent, mais il faut aussi favoriser la vie de famille. Il ne faut pas que ce soit comme en Occident, où il y a beaucoup de femmes qui ne voient même pas leurs enfants pendant la journée, parce qu'elles travaillent. Aussi, je suis contre les crèches. Je pense que les femmes doivent travailler, mais quand elles ont des enfants, elles doivent rester à la maison pour pouvoir les élever jusqu'à ce qu'ils soient en âge d'aller à l'école. Le rôle de la femme et celui de l'homme, sur le plan de l'éducation ne peuvent pas être identiques.

— A mon avis, il ne doit pas y avoir de compétition entre l'homme et la femme.

▶ **Dans votre projet de société, vous parlez de l'abolition des classes, mais comment pensez-vous y parvenir ?**

Il faut que tout le monde participe au travail manuel et au travail intellectuel, qu'il n'y ait pas un ingénieur qui pense et un travailleur qui exécute. Il faut que les travailleurs et ingénieurs conçoivent et réalisent leur projet. La société idéale de l'Islam c'est cela, notre prophète et tous les immams chiites travaillaient et guidaient le peuple. Il y a des mollahs (1) qui travaillent, désormais, il faudra qu'ils travaillent tous. Si on laisse la possibilité à certains de s'emparer du pouvoir, nous en serons responsables. Il faudra faire en sorte que chaque travailleur ait des notions de base d'économie sur qu'est-ce que l'argent, le capital. Dans un premier temps, il faudra mettre les cadres et les ingénieurs au service des travailleurs afin qu'il y ait un transfert de culture et de connaissance pour qu'on arrive à ce que les travailleurs résolvent eux-mêmes les problèmes. Avec la qualification et les connaissances, le travailleur aura le pouvoir. En dernier recours, il pourra utiliser l'arme de la grève. Les étudiants, les professeurs d'universités et les mollahs ont demandé à aller travailler le samedi et le dimanche dans les usines et dans les champs.

(1) *: Mollahs : membres du clergé islamique chiite, dont le nombre est évalué à 180 000.*

●

▶ **Quelles mesures envisagez-vous pour transformer l'économie ?**

En ce qui concerne l'économie iranienne, il ne faut pas qu'elle s'intègre au marché mondial, car elle n'est pas capable de faire face à la concurrence internationale. Il n'est pas question que l'État continue à financer des entreprises à capitaux mixtes. D'autre part, pour que le pays puisse assurer sa subsistance en autosuffisance, il faut relancer l'agriculture afin de ne pas faire reposer toute l'économie sur le pétrole. Il faudra développer également le secteur de la pétrochimie. De toute façon, tous les contrats conclus avec l'étranger devront être révisés sur la base d'une Iran indépendante. On souhaite que dans 20 ans ce ne soient plus des cadres étrangers, mais des cadres iraniens qui assurent l'installation et le fonctionnement de nos usines. Il est possible que dans un premier temps, pour pallier au manque de techniciens dans le pétrole, nous fassions appel à des ingénieurs palestiniens.

▶ **Comment le nouveau gouvernement compte-t-il mettre fin à la domination de l'impérialisme américain en Iran ? Comment, par ailleurs, entend-il empêcher la pénétration soviétique ?**

Si on cesse de servir les intérêts des impérialismes, ils s'effondreront d'eux-mêmes. L'impérialisme américain n'a pas le choix, il est obligé d'accepter sa défaite en Iran, ou bien c'est la guerre. Lorsque les peuples des pays impérialistes auront pris conscience, ils feront à leur tour la révolution dans leur pays. L'URSS a pas mal d'intérêts économiques en Iran : nous comptons conserver des relations avec chaque pays qui respecte notre indépendance et qui ne s'ingère pas dans nos affaires intérieures. Sur le plan économique et politique, je souhaite que nous soyons les promoteurs d'une politique dirigée vers l'indépendance et la révolution de tous les pays. Si on arrive à libérer les pays du Tiers Monde, les classes ouvrières des pays impérialistes feront leur révolution elles-mêmes.

▶ **Le nouveau chef d'état-major de l'armée iranienne, le général Gharani, a déclaré que les relations militaires avec les USA devraient être maintenues. Qu'en pensez-vous ?**

Les experts militaires américains peuvent continuer d'instruire l'armée iranienne, à condition qu'ils ne s'ingèrent pas dans nos affaires. Actuellement, la situation n'est pas favorable à un coup d'État militaire, les généraux liés aux Américains ont été fusillés ou mis à la retraite. Quant aux déclarations faites par le général Gharani, elles ne doivent pas être prises en compte, car elles n'engagent que lui et peut-être le gouvernement provisoire, dans une certaine mesure.

▶ **Qu'a représenté pour vous la visite d'Arafat en Iran ?**

C'est dans la logique des choses qu'Arafat rencontre Khomeiny. C'était pour montrer à l'opinion internationale que nous avons adopté une autre ligne que celle suivie par le Shah. Le peuple iranien a toujours soutenu le peuple palestinien et a toujours dénoncé la politique sioniste. Tout va changer avec la victoire de Khomeiny, la région doit connaître des secousses, les USA doivent tenir compte que les peuples peuvent se révolter un jour ou l'autre et qu'ils iront jusqu'au bout.

▶ **Lors de la manifestation du vendredi noir, certains slogans affirmaient la solidarité des manifestants avec la lutte du peuple érythréen. Que représente pour vous cette lutte ?**

En Erythrée, ce sont des musulmans qui luttent pour leur libération. Nous soutenons la lutte de tous les opprimés et particulièrement celle des musulmans. Nous soutiendrons les Erythréens dans la mesure de nos moyens.

— D'accord pour les soutenir à condition qu'ils soient réellement indépendants : l'Arabie Saoudite les finance.

L'Islam révolutionnaire permettra aux peuples opprimés de trouver le chemin de leur victoire indépendamment de l'aide iranienne.

▶ **Comment voyez-vous le problème des minorités nationales en Iran, et quelles solutions proposez-vous pour le résoudre ?**

Les revendications nationales existent dans les minorités kurdes, turcmènes, ballouchtes qui composent l'Iran. Elles auront leur langue et leur culture et nous leur donnerons les moyens de se développer dans le sens qui leur convient. Mais il n'est pas question de diviser le pays, ces peuples resteront iraniens. Si chaque minorité faisait sécession, l'avenir de l'Iran serait remis en cause. D'ailleurs aucune région prise séparément ne peut se suffire à elle-même au niveau économique. D'autre part, certains mouvements sont liés à l'impérialisme, par exemple l'organisation démocratique kurde avait des relations avec le parti Toudeh et avec l'URSS. Barzani, l'ancien leader kurde, a été lié pendant dix ou quinze ans à l'URSS, puis il est devenu pro-américain (2)

(2) *: Barzani vient de mourir en exil aux Etats-Unis.*

Dans notre prochaine édition :

LE POINT DE VUE DE FÉDAYINS DU PEUPLE

le quotidien du peuple

A LIVRES OUVERTS

HISTOIRE POPULAIRE DE NOTRE SIÈCLE

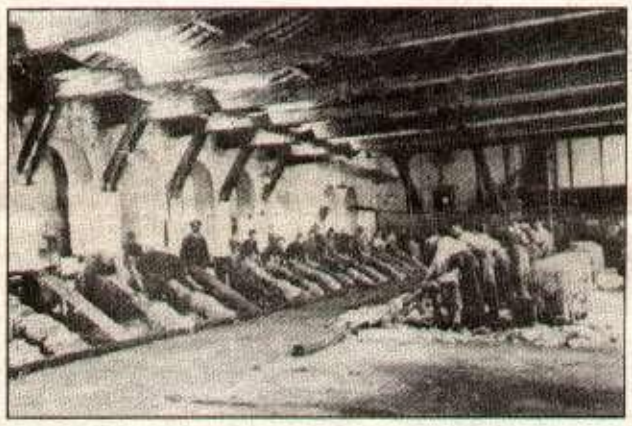
116 jours avec les délaineurs de Mazamet

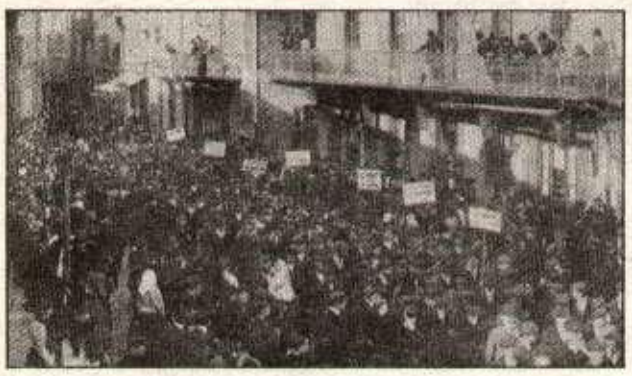
Historien, Rémy Cazals publie une étude passionnante et originale, exploitant remarquablement des *«sources très riches et très variées»* : il suit au jour le jour une grève exemplaire de 1909 en France et analyse ses prolongements jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

Mazamet (Tarn), *«centre mondial de délainage *»* compte une nombreuse population ouvrière, principalement issue d'un fort exode rural et restant fidèle à des traditions politiques conservatrices et cléricales. Elle ne connaît que quelques *«mouvements sporadiques»* peu organisés jusqu'à *«l'authentique mouvement ouvrier»* de 1903 débouchant aussitôt sur l'organisation des syndicats.

Partie principalement de revendications économiques présentées sur *«un ton conciliant»*, la grève de 1909 se heurte immédiatement à un patronat divisé mais dominé par quelques loups décidés à casser les organisations syndicales qui leur avaient infligé la cuisante fessée de 1903. Soucieux de rester *«les maîtres chez (eux)»* les grands patrons *«peuvent s'offrir le luxe... (d'imposer) leur principe d'autorité»* au petit patronat contraint de les suivre.

La grève traverse différentes phases et donne le jour à de géniales inventions de moyens de résistance : souscriptions financières, *«la mitraille des prolétaires»* qui *«crève les coffres-forts capitalistes»* ; *«cuisines communistes»* alimentées par la solidarité des petits commerçants locaux, des paysans, des coopératives ; exode des enfants dans d'autres familles ouvrières...





Le mouvement se structure rapidement : les A.G. quotidiennes accueillent un flux d'ouvriers qui, *«par tous les sentiers de la montagne... descendent dès l'aurore»*. La Bourse du Travail est pleine à craquer. Le Comité de Grève élu se charge des négociations successives (qui échouent) et de l'organisation de la grève : des *«patrouilles de grévistes»* sont organisées, qui affermissent le mouvement et l'amplifient (voir encart : profil de la grève). Des manifestations sillonnent bientôt la ville secouée par l'Internationale et des chants savoureux et combatifs en patois et en français. Les grévistes brandissent des pancartes marquant la pénétration des idées socialistes : *«Vive l'armée ! Nos frères de misère»*, *«il n'y a que deux classes : les exploiteurs et les exploités»* ; *«l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»*...

La prise de conscience collective d'appartenir à la classe exploitée est liée à la pratique de la lutte qui fut *«rude»* et longue. Des heurts violents avec la gendarmerie et l'armée dont les renforts sont lâchés par trains spéciaux ponctuent 116 jours de grève (on arrive *«presque à un militaire pour un gréviste»* !). Les femmes, *«avec dans les yeux l'énergie de la résistance»*, participent activement à la lutte, et même aux épreuves de force.

Quelques propositions d'arbitrage du conflit, issues de divers intérêts politiques, économiques ou électoraux (petits commerçants touchés par une moindre dépense des familles grévistes, hiérarchie ecclésiastique, juge de paix...) échouent lamentablement devant les refus obtus d'un patronat qui constatera une évolution contraire à celle qu'il avait espérée : unification et progression numérique des syndicats, affiliation à la CGT.

Une brochure éditée après la grève analyse *«le travail s'opérant dans les cerveaux»* : *«Par la lutte, le gréviste se sera éveillé à une notion plus juste de sa situation et du rôle que joue le patronat : dans son esprit se sera fait jour une vision plus exacte de la fonction exercée par l'Etat par l'entremise de ses agents : préfets, sous-préfets ; et par celle de ses institutions : armée, magistrature, police. L'action, une fois de plus, aura été créatrice de vie et de pensée»*...

Cazals consacre à cette question (*«la grève avait-elle fait progresser l'idée socialiste ?»*) une partie de son ouvrage, fort détaillée et documentée, qui permet de reconsidérer en particulier l'entêtement du syndicat à se situer dans un cadre «apolitique».

Un livre concret, d'une lecture aisée. Une analyse intelligente et honnête qui veut servir le mouvement ouvrier aujourd'hui.

Sophie RANNOUX

AVEC LES OUVRIERS DE MAZAMET DANS LA GREVE ET L'ACTION QUOTIDIENNE
1909 - 1914
Rémy Cazals
Centre d'Histoire du Syndicalisme
François Maspéro
19·8
350 pages

NOTES

** Délainage : grattage des peaux de moutons pour séparer le cuir de la laine.*

*** Centre d'Histoire du Syndicalisme (université de Paris), créé en 1966 pour* «développer... les études relatives à l'histoire du syndicalisme» *et* «à l'exploitation des archives des syndicats». *(Ouvert à tous les étudiants et historiens).*

Un tonnelier du tonnerre

En 1914, Louis Barthas a 35 ans : tonnelier dans son village des Corbières — PEYRAC EN MINERVOIS —, il est mobilisé comme caporal au 81e d'infanterie basé à Narbonne (voisin du célèbre 17e qui, 7 ans plus tôt, a refusé de tirer sur les vignerons languedociens). Socialiste, syndicaliste, il a participé à la création du syndicat des travailleurs agricoles à Peyrac.

Barthas passera toute la guerre au front, soit 54 mois dans les tranchées (le repos étant pris à quelques kilomètres en arrière des lignes). Il est témoin des massacres de Lorette (1915), de «l'offensive» du 25 septembre 1915, de l'enfer de Verdun (février mai 1916) - puis de «l'offensive» de la Somme (1917). A la fin de la guerre, il est un des très rares rescapés de son régiment.

Les témoignages d'un soldat du rang sur la guerre de 1914 - 1918 sont rares. Celui-ci est d'autant plus précieux qu'il a été écrit sur le vif. En effet, dès les premiers jours, au front, Barthas a consigné ses impressions, quotidiennement, sur des liasses de papier qu'il rapportera après la guerre, et qui lui serviront à rédiger, à partir de 1919, son «journal».

Tout au long de ces 19 cahiers, l'auteur fait revivre les souffrances dans les tranchées, dans la boue, la neige ou la glace — la faim, les rats, les poux —. Des régiments entiers envoyés au massacre, dans la tuerie impérialiste, sans aucun scrupule, par des chefs qui pensent avant tout à en tirer des médailles ou à se cacher. L'horreur quotidienne des bombardements, les gaz, les liquides brûlants. (Certains en perdent la raison). Pour ceux qui refusent : la répression, le tribunal militaire, le peloton d'exécution. Mais Barthas voit aussi des révoltes, des tentatives de fraternisation. En 1917, il est témoin de l'écho important rencontré dans son régiment par la nouvelle de la Révolution en Russie.

Maryse OLLIER

CARNETS DE GUERRE
de Louis BARTHAS, tonnelier
(1914 - 1918)
Editions Maspéro
550 pages - 65 F

Cependant le colonel ordonna à la 2e compagnie de reprendre le jour même coûte que coûte (lui ne risquait pas une égratignure) cette tranchée, non pour venger nos morts, on risquait d'en doubler le nombre, non pour la valeur du terrain perdu qui ne valait pas dix francs, mais soi-disant pour l'honneur, par amour-propre et en réalité parce que cela pouvait constituer une mauvaise note nuisible à l'avancement des gros chefs si cette tranchée n'était par reprise».

(p. 56 — Vers la tuerie — Décembre 1914).

«Il y eut une longue attente comme d'habitude puis on nous fit mettre baïonnette au canon. On se passa de mains en mains vers l'avant un billet du commandant prescrivant à l'officier de la section de tête de lui rendre compte toutes les dix minutes de ce qui allait se passer...

Cela excita la colère des hommes qui, sans scrupules, dépliaient et lisaient le billet : «qu'il vienne lui-même voir ce qui va se passer ! Qu'il sorte donc de son trou !»... Je ne sais plus lequel, un soldat déchiqueta le billet sous les rires approbateurs de ceux qui avaient vu cette action.

D'ailleurs la résolution de chacun était bien prise ; on n'attaquerait pas, on ne sortirait pas du boyau. Vingt fois peut-être on fit passer de l'arrière à l'avant et de l'avant à l'arrière cette phrase circulant de bouche en bouche : «faites passer qu'on n'attaque pas».

(septembre 1915 - p. 183)

«Le lendemain 10 décembre en maints endroits de la première ligne, les soldats durent sortir des tranchées pour ne pas s'y noyer ; les Allemands furent contraints d'en faire de même et l'on eut alors ce singulier spectacle ; deux armées ennemies face à face sans se tirer un coup de fusil...

Français et Allemands se regardèrent, virent qu'ils étaient des hommes tous pareils. Ils se sourirent, des propos s'échangèrent, des mains se tendirent et s'étreignirent, on se partagea le tabac, un quart de jus ou de pinard...

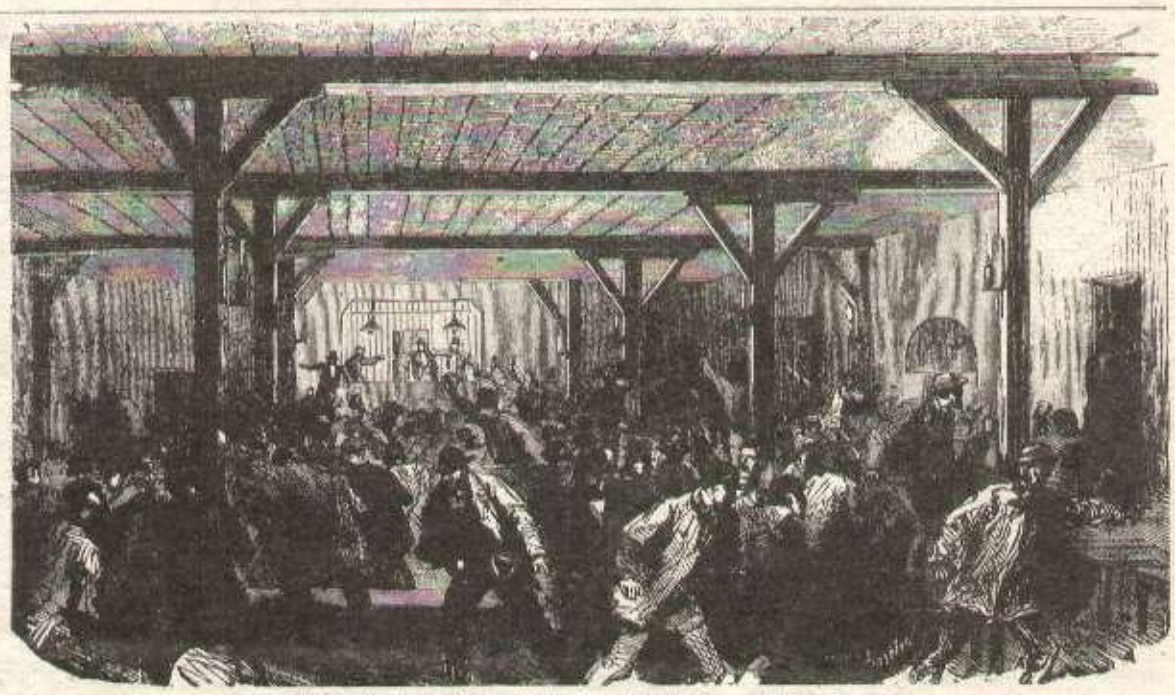
Un jour, un grand diable d'Allemand monta sur un monticule et fit un discours dont les Allemands seuls saisirent les paroles mais dont tout le monde comprit le sens, car il brisa sur un tronc d'arbre son fusil en deux tronçons dans un geste de colère. Des applaudissements éclatèrent de part et d'autre et l'Internationale retentit.

Ah ! que n'étiez-vous là, rois déments, généraux sanguinaires, ministres jusqu'auboutistes, journalistes hurleurs de mort, patriotards de l'arrière, pour contempler ce sublime spectacle !

Mais il ne suffisait pas que les soldats refusassent de se battre, il fallait qu'ils se retournent vers les monstres qui les poussaient les uns contre les autres, et les abattre comme des bêtes fauves. Pour ne pas l'avoir fait, combien de temps la tuerie allait-elle durer encore ?...»

(p. 216 - novembre 1915)

LE 18 MARS 1871, UNE OFFENSIVE OUVRIERE VICTORIEUSE



La salle de la Marseillaise à la fin du Second Empire

Le 18 mars 1871 la Garde Nationale, composée principalement de travailleurs, mise sur pied par le gouvernement en 1870, s'empare du pouvoir après s'être insurgée contre une opération de police visant à la désarmer.

Rarement date a été aussi importante pour le prolétariat et jamais autant dissimulée ou mal interprétée. Après la Commune la réaction tente de faire disparaître son souvenir ou de déformer les faits, avec sa presse et ses manuels scolaires. Par ailleurs les «antiautoritaires» présentèrent le 18 mars comme une révolte spontanée. Depuis, réformistes et révisionnistes en défendent une version édulcorée et falsifiée, soit en exagérant le rôle du patriotisme au détriment de celui de la lutte des classes, soit en atténuant la violence révolutionnaire de masse et le rôle directeur du prolétariat dans cette journée. Une controverse académique secoue encore les passéistes de la «gauche» pour savoir si le 18 mars a été une révolution, une insurrection ou un accident !

Non, la réalité du 18 mars 1871, ce fut bien une offensive victorieuse de la classe ouvrière !

Spontanéité révolutionnaire ou masses organisées ?

Lorsque, le 18 mars, le peuple s'empare du pouvoir, cela fait en réalité plusieurs années qu'il s'y prépare, utilisant habilement les concessions que l'Empire, affaibli par une crise économique (1866 - 1867), une diplomatie désastreuse et la critique de l'opposition parlementaire bourgeoise, est obligé d'accorder. En 1868 deux lois rétablissent en partie les libertés de presse et de réunion. Les masses parisiennes s'emparent de ce dernier droit pour analyser et dénoncer la société capitaliste et l'Etat en clouant au pilori la bourgeoisie et ses valets : la police, la justice, l'armée et le clergé.

C'est au cours de ces 1 000 réunions publiques que l'on ébauche pendant deux ans ce que sera la société future : la Commune. Dans cette véritable école de la Révolution le peuple, prenant conscience, apprend à reconnaître ses amis (socialistes-révolutionnaires, blanquistes et jacobins de gauche) et ses ennemis (républicains bourgeois).

L'essor du mouvement traduit aussi cette montée des luttes. En 1864 naît l'Association internationale des travailleurs et l'Empire concède le droit de grève. Les grèves se multiplient, animées par des militants énergiques comme Varlin, Malon, Avrial, Fränkel... Les proudhoniens, ennemis de l'action révolutionnaire, perdent de leur influence tandis que certains blanquistes, comme l'ouvrier fondeur Emile-Victor Duval, adhèrent à l'AIT. En 1869 un vaste mouvement de grèves déferle sur tous les centres industriels du pays. Au début 1870 le mouvement ouvrier accentue sa pression. Au Creusot, le fief de Schneider, président du Comité des forges et du Corps législatif, une grève à répétition éclate. A Paris, les fondeurs cessent le travail avec Duval. En outre, les ouvriers s'organisent de plus en plus massivement dans des chambres syndicales qui se fédèrent. Certaines corporations adhèrent en bloc à l'AIT qui soutient leurs luttes.

La période 1869 - 1870 est marquée par des journées quasi insurrectionnelles, mais les armes font défaut. Face à cette situation, le pouvoir est acculé à une répression maladroite, combinant les assassinats d'ouvriers par l'armée (15 morts à la Ricamarie, 14 à Aubin) et des procès intentés aux membres de l'AIT, aux blanquistes et aux orateurs de réunions publiques, procès où la Justice se couvre de ridicule.

C'est l'espoir de résoudre ces problèmes intérieurs, l'agressivité antiallemande de son entourage et les intérêts d'une partie de la bourgeoisie, qui poussent Napoléon III à tomber dans le piège que lui tend Bismarck en déclenchant la guerre de 1870.

1869
la classe ouvrière parle du pouvoir

Bachelery, ouvrier du gaz

Réunions publiques tenues en janvier 1869

«Citoyens, la bourgeoisie est toute-puissante dans l'ordre social : elle a la propriété du sol, la jouissance du capital et le crédit ; le peuple, lui, est trop ignorant ; il frémit, il souffre sous le joug de l'ordre social ; il souffre longtemps ; ses cris sont sans échos, jusqu'au moment où ils se transforment en cris de rage...

... En somme, la condition de l'ouvrier est mauvaise : il faut des réformes, non des réformes anonymes, non des vésicatoires posés sur un membre qu'il faut amputer ; il faut un remède : ce remède, c'est le communisme, la propriété collective. (Bravos prolongés).

... Aujourd'hui, on ne nous arrachera pas ce que nous conquerrons ; car nous y arriverons, n'est-ce pas, citoyens ? (Oui ! oui ! — Bravos). Nous arriverons à constituer la fortune publique autrement qu'elle ne l'est aujourd'hui ; nous ne verrons pas tout aux uns et rien aux autres ; d'un côté des gens qui travaillent, de l'autre des gens qui ne savent que faire de l'argent qu'ils nous... volent... (Bravos) qu'ils nous prennent. (Bravos, rires).

Si nous examinons ce que nous sommes auprès de ce qu'ils sont... (Voix : «Des gueux !») Je suppose que nous soyons quarante millions d'habitants. Il y a trois millions d'individus qui détiennent la propriété territoriale ou autre, et les trente-sept millions restant sont entre les mains de ces trois millions-là. Eh bien, si on déplaçait la proportion (Ah oui ! — Bravos, bravos enthousiastes —. Voix : «Quel mauvais quart d'heure ils passeraient ! (Rires). Ce serait le quart d'heure de Rabelais». (Rires). Si nous mettions les trois millions d'individus sous les trente-sept autres millions, ça vaudrait mieux, n'est-ce pas ? (Oh ! oui. — Bravo !). Eh bien, nous le ferons ! Et pour cela, ce qu'il faut, c'est constituer la propriété collective d'abord.

Je termine en vous disant de prendre encore patience, pas très longtemps (Oh ! non) ; il y a assez longtemps que nous attendons, surtout nous, les jeunes, nous, hélas ! qui n'avons rien vu. Quand nous sommes venus, tout était fini pour nous, tout était fini pour la liberté ; mais vos yeux se sont rouverts. On avait tout confisqué ; mais aujourd'hui, nous avons fait des provisions et il faudra bien qu'à notre tour nous venions dire ce qu'ont dit nos pères : Vivre en travaillant ou mourir en combattant. (Bravos prolongés et enthousiastes)».

Dans un autre discours, celui du 19 janvier, le prévenu s'exprime ainsi :

«Le moyen de s'opposer à cet envahissement de tout par les privilèges, c'est le communisme (Bravos) ; c'est l'abolition du capital et de la propriété...

... Je me sens le cœur rempli de tristesse lorsque je vois autour de nous les coquins triomphants et les honnêtes gens sous leurs bottes. (Salve de bravos).

Tout cela a assez duré ; il faut que nous revendiquions notre droit de vivre. Il n'est inscrit dans aucune constitution monarchique, et cependant on ne peut pas nous le retirer ; car c'est nous seuls qui travaillons, qui produisons ; le reste sont des frelons qui viennent voler les ruches des abeilles (salve de bravos).

Ce que nous voulons, c'est chasser les marchands du Temple, ne pas nous laisser exploiter ; ce que nous voulons, c'est la concorde, c'est la fraternité, c'est l'égalité surtout, ce que nous voulons c'est revendiquer tous nos droits et périr s'il le faut» (Bravos).

Caulet, journaliste au *Cri du Peuple*

Salle du Jardin de Paris (Montparnasse), le 17 février 1869

«C'est le remède social que nous devons chercher ; c'est pour trouver ce remède que nous nous sommes réunis, depuis six mois, ici et ailleurs, cherchant tous des moyens pratiques pour changer la face de la société, parce que cette société, telle qu'elle est aujourd'hui, nous ne pouvons plus la supporter. Eh bien ! si nous voulons une révolution, et malgré la présence de M. le commissaire de police, je ne crains pas de le dire, nous la voulons complète et radicale... Des actes, nous en avons assez ! Je crois avoir été assez compris par l'auditoire, pour que l'auditoire soit convaincu que je n'ai pas seulement entendu parler d'une révolution sociale, mais qu'il faut que cette révolution soit à la fois politique et sociale. Elle n'est possible qu'à la condition d'être générale. Il faut pour cela que, d'avance, nous soyons assez sûrs de nous-mêmes pour savoir qu'au lendemain d'un 24 février quelconque, nous ne nous exposerons pas à un 2 décembre. Nous en avons assez d'un».

Moreau, ouvrier mécanicien

Salle du Vieux Chêne, le 20 janvier 1869

«Je suis communiste, et je ne veux pas les propriétés individuelles. Le remède que nous proposons, ce n'est pas la destruction de la propriété, c'est la propriété collective, la propriété pour tous et non la propriété exploitée par quelques-uns aux dépens de tous...».

Samedi prochain : la classe ouvrière contre la république tricolore

le quotidien du peuple

SOMMAIRE

P 2 :
Revue des revues
P. 4 et 5 :
«Contraires au sein du peuple» : Les révolutionnaires et l'Europe
P. 8 et 9 :
Notre dossier : «Après la grève des centres de tri parisiens»
P. 10 :
*Un an après l'*Amoco-Cadiz
P. 11 :
Cantonales : les résultats qu'il faudra surveiller
P. 13 :
Où va l'Iran ?
P. 14 :
A livres ouverts : L'histoire populaire
P. 15 :
18 mars 1871, une offensive ouvrière victorieuse.

La fédération de Paris du PCRml vous annonce l'ouverture de la
LIBRAIRIE POPULAIRE
23 rue Saint-Sauveur
75 002 Paris
tél 508 82 87
ouverte tous les jours de 10 heures à 20 heures sauf dimanche et lundi

CISJORDANIE : 2 JEUNES MANIFESTANTS TUES PAR L'OCCUPANT SIONISTE

Jeudi matin au cours d'une manifestation à Khalkhoul, près d'Hébron (en Cisjordanie), les troupes d'occupation sionistes ont assassiné deux jeunes manifestants : Nasri Al Anani, ouvrier agricole âgé de 21 ans et une jeune fille de 1. ans, Rabah Chalaleh. Déjà lundi dernier, quatre étudiants qui manifestaient contre la visite de Carter près de l'université de Bir Zeit avaient été blessés par les soldats sionistes. Mercredi des centaines de jeunes manifestants ont parcouru toute la journée les quartiers arabes de Jérusalem aux cris de *«Palestine vaincra»* et *«Sadate traître»*, les policiers ripostaient en tirant en l'air. A Hébron, des manifestants ont hissé un drapeau palestinien dans le centre de la ville et lancé des pierres sur des véhicules israéliens. Jeudi, des manifestations ont également eu lieu à Bir Zeit, où l'université est toujours en grève, à Ramallah, à Beit-Jallah et à Jericho. D'autre part, d'après certaines informations, Begin avait déjà pris la décision d'augmenter le budget consacré aux implantations de colonies de peuplement, avant même l'arrivée de Carter à Jérusalem, montrant par là ses intentions réelles quant à l'autonomie de la Cisjordanie. Le Congrès du peuple arabe réuni à Beyrouth, traduisant le rejet unanime de l'accord israélo-égyptien par les pays arabes, a lancé un mot d'ordre de grève générale dans tous les pays arabes pour le 30 mars prochain.

Nous poursuivons aujourd'hui la publication d'extraits du journal *Haaretz*, qui nous semblent révélateurs de la façon dont les sionistes conçoivent l'*«autonomie»* de la Cisjordanie et des territoires occupés depuis 1967. Le passage publié aujourd'hui traite de la manière dont l'occupant sioniste compte maintenir sa présence dans les territoires occupés en utilisant la terreur policière et la torture.

«Si nous allons vers la paix, il ne manquera sans doute pas de gens qui offriront leurs services pour nous aider à lutter contre ceux qui mettraient ce processus en danger... Par contre, il est peu probable que nous trouvions des volontaires disposés à agir comme agents de nos services si l'OLP confirme son pouvoir politique, au moment où celui d'Israël est en voie d'effacement...

Nous assisterons alors à un phénomène comparable à ce qui s'est passé quand Moshe Dayan a décidé de quitter les camps de réfugiés de Gaza en 1970 : les terroristes ont pu s'armer et déployer leurs activités en toute liberté, et très peu de gens étaient prêts à nous servir d'indicateurs... Jusqu'à ce que le général Sharon ait éliminé les terroristes par la force, allant souvent dans cette opération, au-delà des ordres officiels... (on se souvient de la fameuse *«Unité 101»-Red*).

Depuis, nos services ont mis sur pied un réseau de renseignements très complexe et efficace. *Il n'est pas impossible qu'il continue à fonctionner sous le régime d'autonomie.* Mais la question n'est pas de recueillir l'information : *c'est d'agir à partir de cette information. Serons-nous libres de le faire*, ou devrons-nous nous contenter d'enregistrer les renseignements obtenus ?...

Pour utiliser efficacement l'information recueillie sur les terroristes, une force de police locale — même si elle observe la règle de concertation avec les services israéliens — ne suffira pas (...). Un officier de police palestinien qui aura reçu de nos services des renseignements sur des gens soupçonnés d'activités terroristes, s'empressera de faire savoir à ces suspects qu'ils sont en danger... La coopération au niveau des arrestations sera purement formelle. *Il ne doit pas être question de retirer aux services de sécurité israéliens le droit d'interroger les suspects. C'est là une condition fondamentale de la lutte contre le terrorisme.*

Il pourra y avoir coopération au cours de la procédure judiciaire... mais là aussi, Israël devra avoir un avis prioritaire. Il devra en être de même au sein de la commission chargée d'examiner *le retour des réfugiés : nous ne pouvons accepter que notre dispositif de sécurité soit compromis par ce «cheval de Troie», et les représentants israéliens devront avoir un droit de veto pour décider qui aura ou n'aura pas le droit de revenir dans le territoire.*

Ce sont là les conditions fondamentales que nous poserons, au moins pour les premières années du nouveau régime... Mais il est peu probable qu'elles soient acceptées par nos partenaires. Sadate admet bien qu'il se posera des problèmes de sécurité sur la rive occidentale, mais il est clair qu'il souhaite accélérer le processus de retrait israélien et d'établissement d'un État palestinien — aussi indépendant que possible... Or, le gouvernement israélien déclare — et en cela il est soutenu par une large fraction du parti d'opposition — qu'il n'acceptera pas la création de cet Etat, qui est évidemment le but de l'OLP et de la plupart des habitants des territoires concernés.

La *«ligne rouge»* au-delà de laquelle Israël devra intervenir par la force, ne peut coïncider avec la déclaration officielle de la constitution de ce nouvel État — qui serait aussitôt soutenu par de nombreux gouvernements, pas seulement arabes... La *«ligne rouge»* doit passer en amont de cet événement. Il importe de la définir avant même d'entreprendre les négociations relatives à l'autonomie».

Manœuvres du social-impérialisme en Asie

Kossyguine en Inde

Après une visite de six jours en Inde, Kossyguine est loin d'avoir reçu l'appui indien à sa politique en Asie du Sud-Est. Si les responsables indiens ont demandé le retrait des troupes chinoises du Vietnam, en revanche, ils ne sont pas prêts du tout à cautionner l'occupation du Cambodge par les troupes vietnamiennes. Malgré les pressions soviétiques, l'Inde refuse de reconnaître le régime fantoche mis en place à Phnom Penh par les Vietnamiens. Malgré une prestation télévisée de Kossyguine, visant à accréditer la thèse de la «politique hégémoniste et expansionniste» de la Chine, les Indiens n'ont pas été dupes et ont refusé de s'associer à ces attaques contre la Chine. Rappelons qu'un processus de normalisation des relations entre l'Inde et la Chine est en cours.

Des accords économiques importants ont par ailleurs été signés entre l'Inde et l'URSS dans le domaine des recherches minières et dans l'industrie lourde. L'Inde a été un terrain d'expériences soviétiques pour l'exportation de capitaux et l'échange inégal depuis une vingtaine d'années. Après la chute d'Indira Gandhi, le gouvernement Desaï a tenté de se dégager de l'emprise soviétique. Le voyage de Kossyguine marque une tentative de retour en force. Il a été précédé par un voyage du président de la RDA, Honecker, accompagné de nombreux ministres et techniciens ; l'Allemagne de l'Est joue un rôle particulier d'auxiliaire de la pénétration de l'URSS dans le Tiers Monde.

COMMUNIQUÉ

LA CULTURE EN TUNISIE AU SERVICE DE QUI ?

Journée culturelle organisée par l'Union générale des étudiants de Tunisie (Comité de section provisoire de Paris).

LE LUNDI 19 MARS 1979 DE 13 H A 21 H

Amphithéâtre de la Sorbonne Nouvelle
Université de Paris III
13 rue de Santeuil, 75 005 Paris
Métro : Censier Daubenton

Peintures, films, exposés, débats, poésie, chorale de l'UGET.

Les chiffres du chômage :

AUGMENTATION CONSTANTE

A la fin du mois de février, le nombre de chômeurs officiellement recensés atteignait 1 341 900. C'est ce qu'a annoncé le ministre du chômage Boulin à la tribune de l'Assemblée nationale, en précisant que ces chiffres *«confirment la fragilité du marché du travail depuis plusieurs mois»*. La presse aux ordres, et aussi la télévision, en ont tiré aussitôt une conclusion : le nombre des chômeurs est en baisse, puisque les mêmes sources gouvernementales faisaient état de 1 356 200 chômeurs à la fin du mois de janvier. C'est faux. En fait, le chômage augmente encore. Trois éléments en fournissent la preuve. Tout d'abord, en prenant les mêmes sources gouvernementales, on constate que le nombre des chômeurs à la fin du mois de février 1978 était de 1 099 877. En un an, il y a donc eu 242 023 chômeurs supplémentaires. Ensuite, il faut prendre en compte le fait que le nombre des chômeurs baisse traditionnellement à cette période de l'année, avant de remonter en mars. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Enfin, si on considère les chiffres corrigés des variations saisonnières, on constate une augmentation du chômage : 1 256 400 en janvier, 1 284 800 en février.

En s'appuyant sur les normes de calcul du Bureau International du Travail, la CGT arrive quant à elle au chiffre de 1 786 868 chômeurs en février. Citons enfin d'autres chiffres fournis par le ministre du chômage : en février, 207 000 travailleurs se sont inscrits comme «demandeurs d'emplois», dont 122 200 après avoir perdu leur emploi. Parmi ces derniers, 33 500 ont été victimes de licenciements économiques, et 42 100 ont vu leur contrat à durée limitée arrivé à expiration.

Les jeunes de moins de 25 ans représentaient fin février 39,7 % du nombre total de chômeurs, et les femmes 61,7 %. Sur la totalité des chômeurs inscrits, 601 200 étaient inscrits depuis une période allant de trois à douze mois, et 266 700 depuis plus d'un an.

Session extraordinaire de l'Assemblée nationale

MISERABLE VAUDEVILLE

Formulons un regret : que la session extraordinaire de l'Assemblée nationale n'ait pas été télévisée en direct. Les travailleurs qui pourraient croire encore que cette session avait été demandée par le PCF, le PS et le RPR pour se pencher sur leurs problèmes auraient, au vu des pitreries de jeudi, compris qu'il n'en était rien. Premier acte de la journée de jeudi : la création d'une commission d'enquête sur l'Information. Le RPR est pour, le PS aussi à condition qu'on y ajoute une enquête sur le cas Hersant, le PCF est contre alors qu'il avait dit auparavant qu'il était pour, et l'UDF est contre. On vote à la commission des lois. Majorité RPR-PS. La commission est créée. Non, car Hersant étant sous le coup d'une inculpation, une commission parlementaire ne peut se saisir de son cas. C'est Peyrefitte qui le rappelle. On revote donc, en retirant le cas Hersant. Le RPR est pour, le PS devient contre, le PCF est toujours contre, l'UDF devient pour. Majorité RPR-UDF, fin du premier acte.

Deuxième acte : estimant n'avoir pas été informé des propos de Peyrefitte, le PCF proteste, quitte la salle... et revient dix minutes plus tard, pour s'entendre dire par Defferre, du PS : *«C'est nous qui avons dénoncé bien avant vous, dès la fin de la matinée, la manœuvre de la majorité. Et vous prétendez que nous sommes complices ! Vous êtes sourds, ou vous êtes fous !»*. Applaudissements de la droite. Fin du deuxième acte.

Troisième acte : la parole à Filloud, du PS, qui dénonce la volte-face du RPR, en termes virulents. Le RPR sort, suivi de l'UDF... qui revient dix minutes plus tard pour défendre le RPR qui rentre à son tour.

Et jusqu'à deux heures du matin, le vaudeville continua. Avec quelques pauses, quand un député éprouvait l'idée saugrenue de parler du chômage. A ces moments-là, l'hémicycle devenait quasiment vide, les députés allant commenter dans les couloirs ou à la buvette les dernières péripéties de la séance. Ils trouvaient ça drôle. C'était méprisable.